



Strasbourg, 30 septembre 2011
[pa13f_2011.doc]

T-PVS/PA (2011) 13

**CONVENTION RELATIVE À LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE
ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE**

**Groupe d'experts
Zones protégées et réseaux écologiques**

3^e réunion
19-20 septembre 2011
Conseil de l'Europe, Strasbourg
Salle 6

RAPPORT

*Note du Secrétariat
préparée par la Direction de la Gouvernance démocratique,
de la Culture et de la Diversité*

Table des matières

1.	Ouverture de la réunion	4
2.	Adoption de l'ordre du jour	4
3.	Introduction par le Secrétariat et décisions de la 30 ^e réunion du Comité permanent	4
4.	Suivi des projets en cours sur la Phase I de la mise en œuvre du Réseau Emeraude	4
5.	Progrès dans la mise en œuvre du Réseau Emeraude : amorcer la phase II	6
6.	Information sur les réunions et initiatives européennes présentant un intérêt pour le Groupe	9
7.	Les objectifs d'Aichi sur les zones protégées et la Stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2020.....	9
8.	Autres initiatives présentant un intérêt pour le Réseau écologique paneuropéen.....	9
9.	Priorités futures du REP : défis et chances à saisir	11
10.	Activités futures du groupe d'experts.....	12
11.	Election du président et du vice-président du groupe d'experts.....	13
12.	Questions diverses	13
13.	Clôture	13
14.	Annexe I : liste des participants.....	14
15.	Annexe II : résumé de la présentation de M. Hervé Lethier concernant le futur du réseau écologique pan-européen (<i>anglais seulement</i>)	21
16.	Annexe III : l'avenir des réseaux écologiques en Europe : sujet de discussion (<i>anglais seulement</i>)	22
17.	Annexe IV : ordre du jour	38

Les 19 et 20 septembre 2011, le Groupe d'experts des zones protégées et des réseaux écologiques a tenu sa 3^e réunion à Strasbourg.

Conformément aux conclusions de ses travaux, le Comité permanent est invité à :

- prendre note du présent rapport ;
- examiner et, s'il le juge approprié, nommer officiellement en tant que candidats au Réseau Emeraude les sites figurant sur le projet de liste de sites Emeraude proposés (ZISC proposées) ;
- examiner et, s'il le juge approprié, adopter les projets de recommandations ci-après :
 - projet de recommandation sur le statut des sites candidats au Réseau Emeraude et lignes directrices sur les critères de leur adoption ;
 - projet de recommandation relatif aux objectifs européens pour les zones protégées à l'horizon 2020 ;
- examiner et, le cas échéant, adopter l'annexe I révisée à la Résolution n° 6 (1998) de la Convention de Berne ;
- exprimer sa reconnaissance à l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et le Centre thématique européen sur la diversité biologique (CTE/DB) de leur soutien et de leur coopération de tous les instants dans l'établissement du Réseau Emeraude ;
- encourager l'AEE et le CTE/DB à envisager d'inscrire la diversité biologique parmi les thèmes prioritaires de ses travaux dans la zone du voisinage de l'UE, à la lumière des progrès réalisés dans le cadre de l'établissement du Réseau Emeraude en Europe centrale et orientale et dans le Sud-Caucase.

1. Ouverture de la réunion

Mme Maka Tsereteli, Présidente du Groupe d'experts, ouvre la réunion et accueille chaleureusement les participants (liste à l'annexe I) en leur souhaitant une réunion très fructueuse.

2. Adoption de l'ordre du jour

Document pour adoption

T-PVS/PA (2011) 02 – Ordre du jour

L'ordre du jour est adopté par le Groupe d'experts. M. Eladio Fernández Galiano, Chef de l'Unité de la diversité biologique au Conseil de l'Europe, plante le décor de la réunion en rappelant l'importance, pour les futurs travaux de la Convention, des objectifs d'Aichi qui ont été adoptés à la 10^e Conférence des Parties (CoP) à la Convention sur la diversité biologique (CBD) au Japon. Il expose ensuite le processus de réforme entrepris au Conseil de l'Europe, ainsi que son impact sur les activités et le Secrétariat de la Convention de Berne.

3. Introduction par le Secrétariat et décisions de la 30^e réunion du Comité permanent de la Convention de Berne – Protection des habitats naturels (Mme Iva Obretenova)

Documents pour information

T-PVS/PA (2010) 15 - Extrait de la liste des décisions et textes adoptés de la 30^e réunion du Comité permanent de la Convention de Berne

T-PVS/PA (2011) 7 – Document d'information sur le Réseau Emeraude

T-PVS/PA (2010) 11 - 2^e réunion du groupe d'experts Zones protégées et réseaux écologiques (14-15 septembre 2010, Strasbourg) - Rapport

Le Secrétariat présente brièvement les décisions de la 29^e réunion du Comité permanent de la Convention de Berne concernant les travaux de ce Groupe d'experts. Le Comité se félicite des résultats obtenus concernant l'établissement du Réseau Emeraude en Europe centrale et orientale, en Suisse, en Norvège et dans les Balkans de l'Ouest. Le calendrier 2011-2020 du Réseau Emeraude a été adopté, ainsi que les critères d'évaluation des listes nationales de propositions de zones d'intérêt spécial pour la conservation (ZISC) au niveau biogéographique et la procédure d'examen et de validation des sites candidats au Réseau Emeraude. A la demande du Groupe d'experts, le Comité a également adopté la nouvelle fiche d'information sur les espèces ou habitats à intégrer dans les Résolutions n° 4 (1996) et n° 6 (1998) de la Convention de Berne, et s'est rallié à la décision du Groupe de traduire l'annexe I de la Résolution n° 4 (1996) relative aux habitats naturels menacés nécessitant des mesures de conservation spécifiques (qui utilisait jusqu'à présent le système de classification des habitats paléarctiques) vers la classification des habitats EUNIS.

4. Suivi des projets en cours sur la Phase I de la mise en œuvre du Réseau Emeraude

Documents pour information

T-PVS/PA (2011) 5 – State of Progress of the EU/CoE Joint Programme on the setting-up of the Emerald Network in 7 ENPI countries

T-PVS/PA (2011) 3 – Extract from the Emerald Network Joint Programme follow-up proposal

2011 est la dernière année de mise en œuvre du programme conjoint pour les sept pays concernés par l'IEVP (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Moldova et Ukraine, Fédération de Russie et Ukraine) et, au niveau national, les travaux s'accélèrent pour assurer la réalisation des objectifs du projet de chacun des pays. M. Marc Roekaerts note que, au-delà des données chiffrées relatives au nombre de sites proposés et à la couverture nationale, tous les pays discutent et examinent comment sortir du cadre de leurs zones protégées définies à l'échelon national afin d'inclure dans leurs propositions de sites Emeraude d'autres points chauds contenant des espèces et habitats menacés. Pour les sept pays, la remise finale des données est prévue en novembre 2011.

Le document T-PVS/PA (2011) 3 est un résumé de la proposition de projet pour le suivi du projet conjoint dans son intégralité, que le Secrétariat a présenté à la DG DevCo de la Commission européenne (qui finance la présente proposition) en mai 2011 lors d'une réunion de négociation. Les sept pays IEVP vont axer leurs futurs travaux sur la phase II du processus de mise en œuvre du réseau Emeraude. La nécessité de préserver la dynamique et la motivation des hommes mobilisés au profit du Réseau durant le premier projet a été soulignée. L'approche régionale utilisée dans l'actuel programme conjoint ayant fait la preuve de ses avantages et de ses bons résultats, elle inspire les futurs plans de travail. De plus amples informations sur les négociations en cours sont attendues dans le courant du premier semestre de 2012.

A propos de la participation du CTE/DB à l'évaluation du caractère suffisant des propositions de sites des 7 pays IEVP, le Secrétariat informe le Groupe d'experts que la diversité biologique n'est pas encore une priorité du budget de l'AEE ciblant ces pays. Par conséquent, la participation du CTE/DB pour les années à venir reste à définir. En outre, le soutien de délégués nationaux a été demandé, en particulier des membres de l'UE et de l'AEE, afin de faire pression en faveur de l'inclusion de la diversité biologique parmi les priorités de l'agence pour la région d'Europe centrale et orientale à partir de 2013.

Plusieurs délégations nationales font part au Groupe de l'avancée de l'établissement du Réseau Emeraude dans leurs pays.

- Le délégué d'Ukraine indique que son pays tente actuellement d'identifier les possibilités de sortir du cadre de ses zones protégées nationales. Toutefois, il souligne qu'il n'a ni les ressources financières ni les possibilités législatives d'identifier des sites hors des zones désignées à l'échelon national.
- Le délégué de Norvège fait savoir que, sur une première liste d'environ 1200 zones protégées, seules 300 ont déjà été évaluées pour faire partie du Réseau Emeraude. La première évaluation concerne les sites bénéficiant d'un classement officiel en tant que zones protégées, tandis que la Norvège envisage à l'avenir de proposer des sites couverts par d'autres dispositifs de protection. Le séminaire technique sur l'établissement du Réseau Emeraude en Norvège a donné des résultats satisfaisants et un autre, sur le même modèle, pourrait être organisé l'année prochaine pour aider l'équipe nationale à réaliser son objectif, à savoir soumettre sa base de données d'ici fin 2012.
- Le délégué de Moldova souligne que l'équipe nationale s'est investie dans un travail considérable sur le terrain en 2011 afin de compléter les données écologiques sur les espèces et les habitats dans son pays en général et dans les sites proposés pour Emeraude en particulier. Le pays propose par ailleurs 70 nouvelles espèces à inclure dans Résolution n° 6 (1998) de la Convention de Berne. Une brochure destinée à faire connaître le Réseau Emeraude est en préparation et devrait être disponible d'ici fin novembre.
- La déléguée de Suisse informe le Groupe que, son pays ayant finalisé ses premières propositions de sites en 2009, il souhaiterait un progrès rapide dans l'évaluation et l'adoption de celles-ci. Compte tenu de la structure politique du pays, il convient d'impliquer l'ensemble des acteurs dans le processus de constitution, et notamment les cantons suisses. Elle précise que, dans leur travail sur l'identification des sites, sont prises en compte non seulement les listes d'espèces et d'habitats prioritaires de la Convention de Berne, mais également leurs listes nationales. Par ailleurs, ils utilisent les objectifs de biodiversité d'Aichi récemment adoptés pour promouvoir l'action des acteurs locaux mais également informer le grand public de la nécessité du Réseau Emeraude.

Dans le processus d'établissement du Réseau Emeraude en Norvège et en Suisse, le Secrétariat a pris en compte les demandes exprimées par les deux pays à l'occasion de leurs séminaires techniques Emeraude. Un deuxième séminaire technique est prévu en Norvège dans le cadre du programme d'activités de la Convention de Berne pour 2012, tandis qu'un premier séminaire biogéographique devrait se tenir en Suisse en 2012.

Mme Dominique Richard, directrice du CTE/DB, fait savoir que l'AEE a l'obligation de répondre aux demandes des pays membres de l'AEE. Le Centre thématique européen sur la diversité biologique pourrait donc envisager d'organiser un premier séminaire biogéographie Emeraude pour la Suisse en 2012. En outre, Mme

Richard souligne que, dans une semaine, va se tenir une réunion des points de contact nationaux de l'AEE. A l'occasion d'une session consacrée aux pays des Balkans de l'Ouest, les délégations nationales des pays membres de l'UE pourraient mettre en exergue la nécessité de continuer à coopérer avec les pays de cette région à la mise en place du Réseau Emeraude.

A ce propos, la déléguée de France met en avant que la mission du Groupe d'experts consiste en l'établissement du Réseau Emeraude, mais également à faciliter la tâche du Secrétariat et des pays actuellement engagés dans ce processus. Elle propose que l'ensemble des délégués nationaux identifient leurs points de contact de l'AEE et entrent en relation avec eux pour leur expliquer les besoins des pays IEVP.

Le Président du Comité permanent de la Convention de Berne note également la nécessité de faire pression sur l'AEE pour qu'elle continue à soutenir la mise en place du Réseau Emeraude, en particulier en Europe orientale et dans le Sud-Caucase. Il fait en outre écho aux remarques des autres délégués à propos des objectifs d'Aichi : le travail sur les zones protégées n'est pas terminé maintenant que le Réseau Natura 2000 couvre 17 % de l'espace terrestre, bien au contraire ; il faut à présent engager de réels efforts pour la gestion des sites Natura 2000.

Documents pour information

T-PVS/PA (2011) 6 – Draft List of Proposed Emerald sites (proposed ASCIs)

M. Marc Roekaerts présente la liste des propositions de sites candidats au Réseau Emeraude après leur désignation officielle par le Comité permanent. Cette désignation devrait avoir lieu cette année pour la première fois. Il explique que les critères minimum applicables aux sites proposés pour être officiellement désignés ne sont pas encore clairement définis. Il conviendrait de préciser en quoi consiste le statut en matière de protection des « sites candidats officiels ». Il fait ensuite quelques suggestions concernant les critères minimum applicables aux sites proposés pour désignation officielle, et notamment : l'indication de la couverture géographique totale et la présence d'au moins une espèce et/ou un habitat listé dans les Résolutions de la Convention de Berne.

Le délégué de la Fédération de Russie rappelle que les six critères servant à la désignation des ZISC énoncés dans la Recommandation 16 de (1989) devraient être pris en compte pour la formulation des critères minimum. La déléguée de Suisse est favorable à la proposition d'inclure un statut de protection en faveur des sites officiellement désignés « sites candidats Emeraude », soulignant l'importance d'un statut « fort » pour permettre la préservation de la qualité des sites durant l'évaluation de leur caractère suffisant et leur désignation formelle.

Le Secrétariat propose de préparer un projet de recommandation du Comité permanent sur les critères applicables pour la désignation des sites candidats officiels au Réseau Emeraude et leur statut. La proposition intègrera les observations formulées lors de la réunion et sera diffusée par la voie électronique aux membres du Groupe pour autres commentaires. Le projet de recommandation sera ensuite transmis pour éventuelle adoption par le Comité permanent, avec le projet de liste de sites proposés.

5. Progrès dans la mise en œuvre du Réseau Emeraude : amorcer la phase II

Document pour information

T-PVS/PA (2011) 1 –Minutes of the First Preparatory Biogeographical Seminar for 6 West Balkan countries

Le Secrétariat rappelle aux participants que les développements intervenus dans la région des Balkans sont de la toute première importance, dans la mesure où le groupe des six pays a été le premier à initier la Phase II de la mise en œuvre du Réseau. Le premier séminaire biogéographique à Paris (janvier 2011) avait pour objectif essentiel de préparer le terrain du séminaire principal devant se tenir en novembre 2011, durant lequel s'effectuera l'évaluation proprement dite des propositions de sites par les six pays. A Paris, la méthodologie qui servira à l'évaluation scientifique des sites candidats Emeraude a été présentée, et les pays ciblés se sont vu remettre un calendrier individuel établissant clairement les échéances des travaux à venir.

Mme Dominique Richard présente plus en détail la méthodologie des séminaires biogéographiques utilisée pour Natura 2000 et qui servira également pour le Réseau Emeraude. Avant de terminer son intervention, elle souligne que la principale conclusion du séminaire est que les propositions de sites nationaux doivent être complètes et exemptes de toute erreur technique pour que puisse être initiée dans les meilleures conditions l'évaluation biogéographique. En réponse à une question du délégué de Croatie, Mme Richard indique que, dans le cas de l'évaluation du caractère suffisant des propositions de sites pour les espèces d'oiseaux, l'approche ZICO sera utilisée pour le Réseau Emeraude. Pour préserver la cohérence des Réseaux Natura et Emeraude, le CTE/DB prévoit de démarrer son évaluation par les espèces, en mettant à profit des informations fournies par Birdlife sur les ZICO. L'une des difficultés réside dans le fait que les listes des ZICO dans la région des Balkans sont toujours en préparation.

Le délégué d'Albanie avertit le Groupe d'experts que le manque de ressources financières pourrait mettre en péril les efforts déployés par quelques-uns des pays des Balkans pour refondre leur base de données de 2008 d'ici le séminaire biogéographique de 2011. D'autres délégations de la région ont signalé ce même problème à l'échelon national.

Le délégué de la Convention de Barcelone renseigne sur le Plan d'action pour la Méditerranée et exprime le souhait et la possibilité de la Convention de soutenir les travaux des pays méditerranéens concernant la désignation des zones marines protégées. Mme Dominique Richard invite le délégué de la Convention à assister au séminaire biogéographique dans les Balkans de l'Ouest en novembre et à y apporter sa contribution.

Le Secrétariat apporte au Groupe des éléments d'information au sujet de la 4^e réunion de coordination technique entre le Conseil de l'Europe et l'Agence européenne de l'environnement, qui s'est tenue à Paris les 16-17 juin 2011. Ces réunions ont lieu chaque année et visent à faciliter le travail conjoint sur la mise en œuvre du Réseau Emeraude par les deux organisations, ainsi qu'à promouvoir leur coopération. Les résultats de la réunion ont été très concluants et des projets pour l'évaluation future des propositions de sites Emeraude ont été initiés.

La façon dont seront gérées les questions transfrontalières, en particulier concernant la Suisse et la Norvège, a été évoquée. Mme Richard a indiqué que, pour un pays, évaluer les sites alors que ses pays voisins les ont déjà évalués est aussi une situation nouvelle pour le CTE/DB. Ces pays devront certainement examiner également les données des pays environnants. Il est à noter que les séminaires biogéographiques se veulent être participatifs et que, en ce sens, la participation des pays voisins aux séminaires biogéographiques pour la Suisse et la Norvège pourrait être envisagée.

Document pour information

T-PVS/PA (2011) 11 –Harmonisation between the lists of species targeted by Resolution No6 (1998) of the Bern Convention, Annex I of the Birds Directive and Annex II of the Habitats Directive

Mme Dominique Richard présente l'état d'avancement des diverses actions entreprises pour finir d'harmoniser les Réseaux Emeraude et Natura 2000. Outre la décision d'utiliser l'approche ZICO pour l'évaluation des sites Emeraude, le Secrétariat de la Convention de Berne, conjointement avec l'Union européenne, a demandé au CTE/DB de préparer une comparaison entre la liste de la Convention de Berne des habitats et espèces nécessitant des mesures de conservation spécifiques et la liste des espèces et habitats menacés des Directives Habitats et Oiseaux de l'UE.

Mme Richard présente les résultats de ce premier exercice de comparaison entre les listes d'espèces. Elle met en avant quelques-unes des difficultés rencontrées au début et invite les délégations nationales à apporter leur soutien et leurs observations, en particulier sur les questions taxonomiques. Une nouvelle annexe I à la Résolution n° 6 (1998), prenant en compte les modifications nécessaires à la pleine compatibilité des deux Réseaux, va être présentée au Comité permanent pour adoption. Le Secrétariat indique que le même exercice devrait être mené à bien pour les listes des habitats en 2012, mais à la condition de ressources suffisantes en temps et en hommes au CTE/DB.

En réponse à une question, Mme Richard et le Secrétariat expliquent que cet exercice s'impose pour plusieurs raisons mais surtout parce que, pour les pays de l'UE, les sites Natura 2000 constituent leur contribution au Réseau Emeraude. Les six pays des Balkans de l'Ouest ont également souligné la nécessité de listes cohérentes lors du séminaire biogéographique préparatoire à Paris. De plus, lorsque l'annexe I révisée de la Résolution n° 6 sera présenté au Comité permanent, les parties contractantes pourraient soumettre à l'examen la pertinence d'annoter la nouvelle liste. La déléguée de Russie a quant à elle évoqué la possibilité d'utiliser des listes régionalisées.

En conclusion de cette session est présentée l'adoption par l'UE d'une nouvelle fiche de données standard Natura 2000. Un nouveau logiciel Natura 2000 devrait être opérationnel d'ici peu. M. Roekaerts détaille quelques-unes des spécificités de la nouvelle fiche, en indiquant que tous les nouveaux éléments ne présentent pas d'intérêt pour le réseau Emeraude. Le Secrétariat donne au Groupe l'assurance de suivre les développements en la matière et de rechercher un accord avec l'Union européenne, afin que les deux Réseaux continuent d'utiliser le même logiciel et la même fiche de données.

Le délégué d'Islande rappelle que la carte des régions géographiques d'Europe récemment adoptée devra être actualisée pour y inclure les zones marines. Le Groupe décide qu'il conviendrait d'intensifier les travaux sur cette question en 2012 et de faire une proposition au Groupe à sa prochaine réunion.

Document pour information

Résolution n° 4 (1996) et revised annex I on endangered natural habitats types, using the EUNIS habitats classification

M. Marc Roekaerts présente brièvement le programme de travail adopté à la réunion du Groupe d'experts en 2010 concernant la récente traduction de la Résolution n° 4 du système de classification des habitats paléarctiques dans celui de l'EUNIS. Il explique par ailleurs que les équipes nationales Emeraude des sept pays IEVP appliquent la résolution depuis un an sans avoir rencontré de problème majeur. Il en va de même pour les équipes suisse et norvégienne.

Il annonce par ailleurs la tenue du prochain séminaire de l'AEE sur le thème de « l'avenir de l'EUNIS », à laquelle il représentera les intérêts de la Convention de Berne, du Réseau Emeraude et du Diplôme européen. Mme Dominique Richard complète cette information en expliquant que lorsque l'EUNIS a été lancé, il n'existe pas véritablement de système pour la gestion de la classification EUNIS. Le principal objectif du séminaire sera donc d'examiner comment organiser la gestion de la classification (autrement dit, comment sera organisé le travail sur les nouvelles propositions d'habitats ; qui va assumer la responsabilité de leur évaluation, etc.).

Document pour information

T-PVS/PA (2011) 8 –First draft Interpretation Manual of the Emerald Network Habitats, following the new version of resolution No 4 (1996)

M. Roekaerts présente le tout premier projet du manuel d'interprétation de la Résolution n° 4 (1996). Le travail sur le premier projet a été conduit en coopération avec le CTE/DB. Il s'appuie sur les définitions de l'EUNIS, complétées par les anciennes définitions paléarctiques. Les experts nationaux en matière d'habitats doivent transmettre au Secrétariat et au CTE/DB leurs observations et suggestions au sujet de l'avant-projet de version. Le CTE/DB s'efforce de mobiliser des ressources pour produire une nouvelle version du manuel l'année prochaine. Le Groupe a fixé un délai pour la soumission des observations des délégués nationaux, le 1^{er} février 2012.

Les 7 pays IEVP ont entrepris d'identifier les nouvelles espèces et habitats à ajouter aux listes de la Convention de Berne. L'objectif en est de faciliter le processus et de diminuer le nombre de caractéristiques à proposer. Les critères de sélection des espèces et habitats sont inclus dans la fiche d'information à remplir pour

chacune des caractéristiques. Les pays, quand ils proposent une nouvelle espèce ou un nouvel habitat, doivent expliquer les critères qu'ils ont appliqués pour ce faire.

Document pour information

T-PVS/PA (2010) 8rev – Calendar for the implementation of the Emerald Network of Areas of Special Conservation Interest (2011-2020)

Le Secrétariat propose que, chaque année, le Groupe d'experts examine l'état d'avancement de la mise en œuvre du calendrier Emeraude et procède à une brève présentation des aboutissements durant la première année de sa mise en œuvre.

La première journée du séminaire se termine par une présentation vidéo du programme conjoint relatif à l'établissement du Réseau Emeraude dans les sept pays IEVP. Les délégués nationaux apprécient les efforts déployés par le Secrétariat pour conférer davantage de visibilité à la mise en œuvre du Réseau, et plusieurs délégations demandent l'autorisation de faire suivre le matériel au niveau national, afin de le diffuser en guise d'exemple de ce qu'il est possible de développer à l'échelon national. Le Secrétariat rappelle que la vidéo est une version provisoire et que des mises à jour relatives aux sites Emeraude proposés par les pays seront intégrées dès que les résultats du projet final seront disponibles. La vidéo sera par ailleurs présentée lors d'une session spécifiquement consacrée à la visibilité du Réseau, durant la réunion du Comité permanent de la Convention de Berne fin novembre 2011.

6. Information sur les réunions et initiatives européennes présentant un intérêt pour le Groupe

Durant la deuxième journée de réunion, le Secrétariat informe le Groupe au sujet des autres Groupes d'experts du Conseil de l'Europe. Le Groupe d'experts sur les espèces exotiques envahissantes, notamment, a réfléchi à des lignes directrices pour gérer les espèces exotiques envahissantes dans les zones protégées et les espèces exotiques envahissantes (EEE). Le sujet principal de ce document est l'impact des invasions biologiques sur les zones protégées et la façon dont la gestion de ces zones doit s'adapter à la prévention des EEE et l'intégrer dans ses plans de gestion. M. Andrea Monaco précise que le document présenté au Groupe n'est qu'un avant-projet et qu'une deuxième version provisoire améliorée sera préparée l'année prochaine. Il remercie les participants de leur contribution sous la forme de brefs rapports envoyés préalablement à la réunion. Enfin, il indique que les délégués de ce Groupe d'experts recevront le mois prochain un lien vers un questionnaire en ligne. Ils pourront ainsi contribuer à la deuxième version des lignes directrices.

Le Secrétariat explique que le Groupe d'experts sur la Biodiversité et le changement climatique se réunira début octobre 2011 pour examiner en particulier la question de la biodiversité marine. Des exemples de la façon dont les zones marines protégées peuvent faire face aux changements climatiques seront présentés. De plus amples informations sur les conclusions de la réunion seront communiquées au Groupe d'experts en 2012. Des informations sont également fournies à propos de la récente conférence organisée par le Conseil de l'Europe à Chypre sur la mise à mort illégale d'oiseaux. L'une des conclusions de la réunion était que ces mises à mort se produisent parfois dans les zones protégées. Sur la question de la diversité biologique des îles d'Europe, le Secrétariat rappelle que le Groupe s'est réuni en juin 2011. Il s'agissait de la dernière réunion du Groupe, dont le principal aboutissement présenté au Comité permanent pour adoption est la Charte de la sauvegarde et de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe.

7. Les objectifs d'Aichi sur les zones protégées et la Stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2020

Document pour discussion

T-PVS/PA (2011) 4 – Possible European 2020 Targets in the field of Protected Areas

Le Bureau de la Convention de Berne a décidé qu'il fallait examiner le Plan stratégique de la CBD pour la période post-2010 en vue de la mise en place éventuelle d'objectifs européens pour 2020 sur certains sujets d'intérêt spécial pour la Convention. Pour ne pas faire porter un fardeau supplémentaire aux Parties contractantes, les objectifs régionaux pour la Convention de Berne devront être définis compte tenu des travaux et de la contribution des autres instruments, y compris la Stratégie de l'UE pour la biodiversité. Le Bureau a chargé le Secrétariat d'élaborer un bref document analysant chacun des objectifs et sous-objectifs d'Aichi et d'identifier ceux auxquels la Convention de Berne peut contribuer, en associant à cet exercice les Groupes d'experts compétents (EEE, Zones protégées et réseaux écologiques).

Le Secrétariat présente le document proposant les éventuels objectifs européens à la réalisation desquels pourrait contribuer la Convention de Berne, et notamment l'objectif d'Aichi 11 sur les zones protégées. Les objectifs inclus dans le document prennent pleinement en compte le calendrier 2020 du réseau Emeraude et ses objectifs.

Plusieurs délégations mettent en avant que les objectifs de l'UE inclus dans le document seront plus cohérents s'ils sont présentés dans le préambule. La déléguée de Suisse affirme que l'établissement du Réseau Emeraude pourrait contribuer à plus d'un objectif de la CBD et invite en conséquence à la production d'un document plus ambitieux. Le délégué de Croatie met en garde sur la nécessaire vigilance concernant le libellé, en particulier s'agissant des exigences relatives à la gestion des futurs sites Emeraude (et notamment l'emploi de « gestion » seulement à la place de « plans de gestion »). Le délégué de la Convention de Barcelone insiste sur le fait que la désignation des zones marines doit être un objectif prioritaire. Le Président de la Convention de Berne explique que 17 % des objectifs de la CBD sont le fruit d'un consensus de dernière minute, alors que les connaissances scientifiques exigent qu'entre 15 % et 29 % de l'espace terrestre soient protégés. Toutefois, en plus de la couverture totale, il est encore plus important de réfléchir à la gestion des sites. Selon une étude récente, sur les quelque 10 000 zones protégées dans 100 pays, seules 20 % sont réellement protégées comme elles devraient l'être.

La déléguée de Suisse souligne que la mise en œuvre du réseau Emeraude répond à des normes plus élevées que celles, quantitatives, des objectifs d'Aichi. D'autres délégations confirment que, pour les Directives de l'UE, l'objectif majeur est celui de la conservation, auquel chacun des membres contribue à la mesure de ses possibilités. Plusieurs délégations conviennent que l'essentiel est de faire en sorte que tous les pays mobilisent leur plein potentiel dans ce sens et désignent le plus de sites possibles pour la conservation des espèces et habitats d'importance européenne. Le Groupe est d'avis qu'un réseau européen de zones protégées va au-delà de tout objectif quantitatif et constitue un maillon de la protection des écosystèmes. Quelques délégations demandent que les développements relatifs au REP et au Diplôme européen soient également inclus dans les futurs objectifs de la Convention de Berne à l'horizon 2022.

En conclusion, les délégués conviennent que l'objectif principal de la Convention de Berne en ce qui concerne la conservation des espèces et des habitats et les zones protégées est la finalisation de l'établissement du Réseau Emeraude et sa viabilité opérationnelle. Outre cet objectif majeur, la Convention de Berne devrait rechercher les moyens de mobiliser son expertise et ses instruments pour favoriser la réalisation des objectifs d'Aichi. Le CTE/DB et l'AEE vont publier un rapport sur les zones protégées, regroupant ainsi tous les efforts déployés aux niveaux national et européen. Un chapitre de ce rapport fournira des informations sur le contexte politique récent et examinera plusieurs des objectifs d'Aichi ; un autre chapitre sera consacré aux zones marines.

8. Autres initiatives présentant un intérêt pour le Réseau écologique paneuropéen

Le Secrétariat présente, au nom de la DG Environnement, les derniers développements de l'Initiative de l'UE pour les infrastructures vertes (qui fait partie de la Stratégie de la biodiversité pour 2020 de l'UE, adoptée récemment), en s'appuyant sur une documentation fournie par la Commission européenne. Les résultats définitifs du groupe de travail sur les infrastructures vertes devraient être disponibles d'ici à la fin de l'année et la Commission européenne devrait publier en 2012 une Communication sur les infrastructures vertes.

Le directeur du projet BPAN (réseau de zones protégées de la région euro-arctique de Barents) présente l'objectif principal du projet qui vient d'être lancé dans ce cadre : mettre en place un réseau représentatif et géré efficacement de zones protégées, à même de préserver la biodiversité dynamique de la région euro-arctique de Barents. Les travaux des quatre pays voisins de la région de Barents, qui sont particulièrement importants pour la réalisation régionale des objectifs d'Aichi de la CDB, seront organisés autour de différents éléments du programme qui iront des mesures directes de planification, de sélection et de création de zones protégées jusqu'à l'évaluation et à la gestion de leur efficacité, en passant par la participation des intéressés et la répartition entre ces derniers des effets bénéfiques obtenus.

M^{me} Dominique Richard, du CTE/DB, présente au groupe d'experts les objectifs du nouveau processus biogéographique pour le Réseau Natura 2000, qui va être lancé par la Commission européenne avec pour principal objectif d'accompagner la gestion opérationnelle du réseau. Il s'agit de faciliter les discussions entre les Etats membres, les experts, les parties prenantes et la Commission européenne sur les mesures nécessaires pour garantir une situation favorable relativement à la préservation des espèces et habitats visés, en mettant expressément l'accent sur la contribution du Réseau Natura 2000. L'Union européenne apportera ainsi une valeur ajoutée qui va faciliter et amplifier le travail accompli par les autorités nationales dans le cadre de la gestion du réseau. Une phase pilote sera organisée pour la région biogéographique boréale tandis que, pendant la phase actuelle de détermination préalable du champ d'application, le CTE/DB de l'AEE s'occupe activement de mettre en évidence les espèces et les types d'habitats considérés comme prioritaires pour être examinés à l'occasion d'un séminaire, à l'aide des données actuelles provenant de la région biogéographique et des rapports établis dans le cadre de la procédure prévue par l'article 17. En conclusion, M^{me} Richard explique que des consultations sont en cours afin qu'un accord puisse être conclu sur les critères à employer pour déterminer les espèces et les types d'habitats.

9. Priorités futures du REP : défis et chances à saisir

Le Secrétariat présente ce point en expliquant qu'il s'agit de la troisième réunion du groupe depuis qu'il s'occupe à la fois du Réseau Emeraude et de la SPDBP/REP. Le groupe avait demandé lors de sa dernière réunion à pouvoir discuter de l'évolution stratégique future du REP. Un accord a été conclu avec le CECN afin qu'il propose quelques options destinées à être examinées par le groupe.

M. Hervé Léthier, membre du comité éditorial de l'étude « Le Réseau écologique paneuropéen : état d'avancement », publiée en 2007 sous l'égide du Conseil de l'Europe, présente ses principales conclusions, ainsi que ses idées personnelles concernant les perspectives d'avenir du REP. L'expert rappelle tout d'abord au groupe que le réseau est avant tout un cadre authentique de coopération stratégique et un précieux outil de coopération internationale, qui fournit à tous les Etats européens un mécanisme unique et souple de suivi et de coordination. Il présente en outre sa conception de la poursuite du développement du REP, développement organisé en une cible, deux objectifs et trois niveaux. Il insiste fortement sur la nécessité de s'attaquer en priorité au morcellement de l'environnement en Europe (espèces et habitats naturels). En ce sens, il préconise de « s'orienter vers des mises en relation », afin de préserver et renforcer les relations existantes dans le cadre du paysage au niveau paneuropéen et d'en établir de nouvelles s'il y a lieu. Il conclut en expliquant que les idées et les outils qu'il a présentés doivent être considérés comme une feuille de route, indiquant la voie à suivre dans la lutte pour enrayer la perte de biodiversité. Les idées de M. Léthier peuvent être consultées dans l'annexe II au présent rapport.

M. Lawrence Jones-Walters rappelle aux délégués la notion de réseaux écologiques : le maintien et le renforcement du fonctionnement des écosystèmes afin de faciliter la sauvegarde des espèces et des habitats. Le Secrétariat charge l'expert du CECN, d'une part, d'élaborer pour le groupe d'experts un document de travail dressant le bilan des résultats obtenus dans la mise en place des réseaux écologiques en Europe et, d'autre part, de présenter quelques options en vue de la poursuite de leur développement. Les réseaux Emeraude et Natura 2000 sont un véritable élément moteur permettant d'agir davantage pour le remembrement du paysage en Europe, les idées à l'origine des deux réseaux paraissant encore très novatrices aujourd'hui. L'expert insiste aussi sur l'élan nouveau que créent aujourd'hui l'Initiative de l'UE pour les infrastructures vertes et les nouveaux objectifs au niveau mondial et européen. En conclusion, il souligne que le développement de réseaux écologiques au niveau national, avec la collaboration de tous les intéressés, revêt une grande importance pour faire progresser encore le REP. En outre, il établit un lien entre les travaux relatifs aux réseaux écologiques, d'une part, et le débat émergent sur les régions sauvages, d'autre part. Toutes les idées et options présentées par M. Jones-Walters peuvent être consultées dans le document de travail élaboré pour la réunion du groupe d'experts, annexe III au présent rapport.

M. Nikolaï Sobolev, expert de la Fédération de Russie, présente les principales conclusions d'une conférence organisée récemment par l'Institut de géographie de l'Académie russe des sciences : « Fondement géographique de la mise en place de réseaux écologiques en Russie et en Europe de l'Est ». Il présente un point de vue de l'*« Est »* concernant l'évolution future du REP. Dans ce contexte, l'accent est donc mis sur le champ d'application géographique du REP, afin qu'il englobe tout le territoire de la Russie et de l'Asie centrale. Toutefois, les priorités paneuropéennes en matière de sauvegarde ne sont pas identiques à celles qui ont été fixées à l'Est du continent européen. L'une des solutions envisagées par les experts réside dans l'adaptation régionale des listes d'espèces et de types d'habitat d'importance européenne ou dans l'adaptation aux spécificités locales des critères prévus pour l'évaluation des propositions nationales de sites Emeraude. M. Sobolev conclut en soulignant la nécessité de constituer des listes d'écosystèmes naturels rares et menacés, ainsi que de prévoir des dispositions juridiques permettant d'évaluer complètement le coût économique des services des écosystèmes.

Les délégués soulignent à l'unanimité l'importance du travail accompli depuis deux décennies au Conseil de l'Europe dans les domaines de la protection de la diversité biologique et des réseaux écologiques en Europe, ainsi que l'influence et la visibilité des résultats de ce travail au niveau paneuropéen. Ils insistent sur la nécessité d'un programme durable pour toutes les activités nationales concernant la création du REP. Ils reconnaissent la Convention de Berne comme étant un instrument permettant la réalisation régionale des objectifs 2020 de la CDB. Ils mentionnent aussi la nécessité de développer des indicateurs fonctionnels sur l'efficacité des réseaux écologiques, également pour fournir des informations supplémentaires sur la valeur et l'impact précis du morcellement. Une autre proposition d'activité future est liée aux renseignements fournis par le CTE/DB sur le nouveau processus biogéographique au niveau de l'Union européenne. La carte du morcellement en Europe et les neuf régions biogéographiques doivent être utilisées en combinaison. Les espèces et habitats menacés de la Convention de Berne ne répondent pas tous de la même façon au morcellement. Le regroupement de ces espèces et habitats en groupes concernés par le morcellement pourrait être d'une grande utilité s'agissant d'élaborer des lignes directrices concrètes sur la gestion des différents éléments des réseaux écologiques en Europe. L'impact des services des écosystèmes sur le développement socio-économique de l'Europe devrait être utilisé à juste titre comme un moyen d'inciter les autorités nationales à poursuivre leurs efforts de mise en place du REP.

En conclusion, le Secrétariat informe les participants que, l'année prochaine, du temps sera de nouveau consacré à des discussions et à une réflexion stratégique concernant le REP, en tenant compte des propositions formulées au cours de la réunion. En particulier, on pourrait développer la proposition d'élaboration d'un bref mémorandum du groupe d'experts au Comité permanent de la Convention de Berne sur l'avenir du REP, mettant l'accent sur trois à cinq lignes d'action (services des écosystèmes, remembrement, pérennité des zones protégées) que devraient suivre les Parties contractantes.

10. Activités futures du groupe d’experts

Document à adopter

T-PVS/PA (2010) 3 – Projet de programme d’activités et de budget pour 2012-2013

Le Secrétariat présente le programme de travail et explique qu’à la suite de la décision du Conseil de l’Europe de commencer à adopter un budget bisannuel pour un programme bisannuel d’activités, la Convention de Berne va aussi passer à ce modèle. Les modifications intervenues conformément aux décisions adoptées au cours de la première journée de la réunion du groupe d’experts sont rappelées. Elles consistent en deux activités supplémentaires : un séminaire technique pour la mise en place du Réseau Emeraude en Norvège et un premier séminaire biogéographique pour la Suisse.

11. Election du président et du vice-président du groupe d’experts

M. Jacques Stein, actuel vice-président du groupe d’experts, est élu à l’unanimité nouveau président du groupe. M. Tore Opdahl est élu nouveau vice-président du groupe, également à l’unanimité.

12. Questions diverses

Aucun autre point n’est soulevé.

13. Clôture

La présidente remercie les participants pour leur participation active, le Secrétariat pour l’organisation de la réunion et les interprètes pour leur excellent travail. Elle exprime en outre sa satisfaction de constater que la réunion a été une réussite et souhaite bon voyage aux membres du groupe.

Annexe I: Liste des participants

**Group of Experts on Protected Areas and Ecological Networks
Groupe d'experts zones protégées et réseaux écologiques**

**Strasbourg, 19-20 September 2011
Room 6/salle 6**

Albania / Albanie

Ms Elvana RAMAJ

Senior Expert, Ministry of Environment, Forests and Water Administration, Nature Protection Directorate,
Rruja e. Durrexit, No 27

TIRANA, Albania

Tel: +355 4 270 624

E-mail: eramaj@moe.gov.al

Web: www.moe.gov.al

Armenia / Arménie

Dr Hasmik GHALACHYAN

Head of Plant Resources Management Division,
Ministry of Nature Protection of the Republic of Armenia,
Government Building 3, Republic Square,
375010 YEREVAN, Armenia

Tel: +37410 580 711

E-mail: hasmikghalachyan@yahoo.com

Ms Hasmik NERSISYAN

Leading specialist of the Water Cadastre and Monitoring

Ministry of Nature Protection,

Governmental Bld 3, Republic square

0010 Yerevan

Tel: +374(10)225160

E-mail: aka_gab7@yahoo.com

Azerbaijan / Azerbaïjan

Mr Rashad ALLAHVERDIYEV

Head Specialist, Ministry of Ecology and natural Resources

B. Hghayev 100 A,

AZ-1073, BAKU

Tel: +994 55 455 35 54

E-mail: rashadzero@rambler.ru

Belgium/Belgique

Mr Jacques STEIN (Vice-chair of the Group of experts)

Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole,

Avenue Maréchal Juin, 23

B-5030 GEMBLOUX

Tel: +32 477 266046

E-mail: jacques.stein@spw.wallonie.be

Bosnia-Herzegovina/Bosnie-Herzegovine

(apologies/excusé)

Ms Radmila BJELIC
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
71000 Sarajevo, Musala 2
E-mail: radmila.bjelic@mvp.gov.ba

Croatia / Croatie

Ms Ramona TOPIC,
Head of the Section for Ecological Network,
State Institute for Nature Protection
Department for Evaluation of Admissibility of Intervention to Nature
Trg Mazuranica 5, HR-10000 ZAGREB,
Tel/Fax: +385 (0)1 5502 929
E-mail: ramona.topic@dzzp.hr

Czech Republic / République tchèque

Dr Jan PLESNIK
Advisor, Agency for Nature Conservation and Landscape Protection of the Czech Republic,
Nuselska 39,
140 000 PRAHA 4, Czech Republic.
Tel: +420 241 082 114
E-mail: jan_plesnik@nature.cz

Estonia/Estonie

Ms Maris NOOR
Chief Specialist of Nature Usage
Estonian Environmental Board
Narva mnt 7a
15172 Tallinn
Tel: +372 6272192
E-mail: maris.noor@keskkonnaamet.ee

Mr Mart KÜLVIK, PhD

Professor in Landscape Biodiversity and Heritage Management
Department of Landscape Management and Nature Conservation
Institute of Agricultural and Environmental Sciences
Estonian University of Life Sciences
Kreutzwaldi 1, Tartu, 51014
Tel: + 372 5218104
E-mail: mart.kylvik@emu.ee

France

Mme Fanny LENDI RAMIREZ

Charge de mission biodiversité, Direction de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, Ministère de l'Ecologie et du Développement durable,
20 avenue de Ségur,
75302 PARIS 07 SP, France.
Tel: +33 (1) 42 19 19 48
E-mail: fanny.lendi-ramirez@developpement-durable.gouv.fr

Georgia / Géorgie

Ms Maka TSERETELI (Chair of the Group of experts)
Ministry of Environment Protection and Natural Resources
Head of Environmental Policy Division
6 Gulua street, 0114 Tbilisi
E-mail: m_tsereteli@yahoo.com

Holy See / Saint-Siège

(apologies/excusé)

Hungary/Hongrie

Ms Rozalia ERDINÉ DR. SZEKERES
Head of Department for Nature Conservation
Ministry for Rural Development
11 Kossuth Lajos tér, 1055 Budapest
Tel : +36 1 7952397
E-mail: rozalia.szekeres.erdine@vm.gov.hu

Iceland/Islande

Mr Jon-Gunnar OTTOSSON
Director, Icelandic Institute of Natural History,
Hlemmur 3,
105 REYJKJAVÍK, Iceland
Tel: +354 590 0500
E-mail: jgo@ni.is

Latvia/Lettonie

Ms Inga BELASOVA
Head of Protected Areas Division
Nature Protection Department
Ministry of Environmental Protection and Regional Development
Peldu street 25, 1494 Riga, Latvia
Tel: +371 67026545
Fax: +371 67820442
e-mail: inga.belasova@varam.gov.lv

Malta/Malte

(apologies/excusé)

Moldova/Moldavie

Ms Angela LOZAN
Manager of the Biosafety Office, Ministry of Environment Protection and Natural Resources of Moldova
Cosmonautilor Str 9, Bir 526
CHISINAU, Moldova
E-mail: angelalozan@yahoo.com

Netherlands / Pays-Bas

Mr Jaap DIRKMAAT
Vereinigung Nederlands cultuurlandscape
Ryksstraatweg 174, Beek Ubbergen
Tel: +31246842294
E-mail: mgraat@nederlands cultuurlandschape.nl

(apologies/excusé)

Norway / Norvège

Mr Tore OPDAHL

Advisor, Norwegian Directorate for Nature Management,
Tungasletta 2,

7485 TRONDHEIM, Norway

Tél: +47 73 58 08 14

E-mail: tore.opdahl@dirnat.no

Poland / Pologne

Mrs Małgorzata OPECHOWSKA

Senior expert

General Directorate for Environmental Protection

Department of Nature Conservation

Wawelska 52/54,

00-922 Warsaw, Poland

Tel: +48 22 57 92 153

E-mail: malgorzata.opechowska@gdos.gov.pl

Russian Federation / Fédération de Russie

Dr Nikolay SOBOLEV

Post-doctoral researcher, Institute of Geography,

29, Staromonetny Per.

119017 Moscow

Tel: +7 495 124 50 22

E-mail: sobolev_nikolas@mail.ru

Switzerland / Suisse

Ms Sarah PEARSON

Head of Section, Federal Office for the Environment

Worblentalstrasse 68

3003 Berne

Tel: +41 (0)31 322 68 66

E-mail: Sarah.pearson@bafu.admin.ch

Mr Simon CAPT

Centre Suisse de Cartographie de la Faune

Passage Maximilien-de-Meuron 6

2000 Neuchâtel

Tel: +41 (0)32 724 92 95

E-mail: simon.capt@unine.ch

Mr Yves GONSETH

Centre Suisse de Cartographie de la Faune

Passage Maximilien-de-Meuron 6

2000 Neuchâtel

Tel : +41 (0)32 724 92 96

E-mail : yves.gonseth@unine.ch

The former Yugoslav Republic of Macedonia/l'ex République yougoslave de Macédoine

Mr Aleksandar NASTOV

Head of Division of Biodiversity

Ministry of Environment and Physical Planning
Bul. Goce Delcev bb, MTV
1000 Skopje
Tel: +389 2 3251466
E-mail: a.nastov@moepp.gov.mk

Ukraine

Mr Grygorii PARCHUK
Head of the Division for Long-term Development, Researches and Public Relations
State Agency for Protected Areas
Ministry of Environmental Protection of Ukraine
35 Uryts'kogo Str.
03035 c.Kyiv, Ukraine
Tel: +380 44 206 21 92
E-mail: parks@menr.gov.ua

United Kingdom / Royaume Uni

(apologies/excusé)

Observers / Observateurs

BirdLife International

Ms Eva INDERWILDI
Wiedingstrasse 78, Postfach
8036 Zurich
Switzerland
Tel: + 41 44 457 70 27
E-mail: eva.inderwildi@birdlife.ch

Bucharest Convention

Mr Borys ALEKSANDROV
Director, Chief Scientist
Institute of Biology of the Southern Seas
37, Pushkinskaya Str
65011 Odessa, Ukraine
Tel: +3804872550918
E-mail: alexandrov@paco.net

ECNC - European Centre for Nature Conservation

Mr Lawrence JONES-WALTERS
Programme Manager – Nature and Society, ECNC – European Centre for Nature Conservation
Reitseplein 3,
5037 AA, TILBURG, The Netherlands
Tel: +31 13 5944 944
E-mail: JonesWalters@ecnc.org

European Topic Centre on Biological Diversity

Ms Dominique RICHARD
Directeur, Museum national d'Histoire naturelle,
PARIS 75019, France
Tel: 01 40 79 38 70
E-mail: drichard@mnhn.fr

Mr Jérôme BAILLY-MAÎTRE
Museum national d'Histoire naturelle,
PARIS 75019, France
Tel: 01 40 79 38 70
E-mail: drichard@mnhn.fr

European Commission

Mr Marco FRITZ
Natura 2000 Unit - ENV B.3
Environment Directorate-General

Oceana

Mr Nicolas FOURNIER
Office Coordinator / Policy Advisor
39 Rue Montoyer, 1000 Brussels, Belgium

RAC/SPA

Mr Abderrahmen GANNOUN
Directeur
Boulevard du Leader Yasser Arafat B.P 337,
1080 TUNIS
Tel : + 216 71206851
E-mail : gannoun.abderrahmen@rac-spa.org

EXPERTS

Mr. Marc ROEKAERTS
Ringlaan 57,
3530, Belgium
Tel: +32 11 60 42 34
E-mail: marc@eureko.be

Mr Hervé LETHIER
EMC2I
Le Belvédère
Chemin de l'Observatoire
CH-1264 Saint Cergue
E-mail: herve.lethier@wanadoo.fr

Mr Andrea MONACO
Naturalist, Regional Parks Agency
Lazio Region, Agenzia Regionale Parchi-Regionale Lazio

Via del Pescaccio 96
I-00166 Rome, Italy
E-mail: monaco.arp@parchilazio.it

Mr Ricardo FRAILE
Plantemos para el Planeta
Campaña del Programa de las Naciones Unidas
para el Medio Ambiente
E-mail: rfraile@plantemosparaelplaneta.com

Ms Anne KUHMONEN
BPAN project coordinator
E-mail: anna.kuhmonen@ymparisto.fi

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mr William VALK
Mme Isabelle MARCHINI

SECRETARIAT OF THE BERN CONVENTION / SECRETARIAT DE LA CONVENTION DE BERNE

Direction de la Culture et du Patrimoine culturel / Directorate of Culture and Cultural and Natural Heritage
Unité de la diversité biologique / Biological Diversity Unit
67075 STRASBOURG Cedex, France Fax: +33 3 88 41 37 51

Mr Eladio FERNANDEZ-GALIANO
Tel.: + 33 (0)3 88 41 35 59 E-mail: eladio.fernandez-galiano@coe.int

Mrs Ivana D'ALESSANDRO
Tel : +33 (0)3 90 21 51 51 E-mail: ivana.d'alessandro@coe.int

Ms Iva OBRATENOVA E-mail: iva.obretenova@coe.int

Ms. Marie-Louise LAMBOUR E-mail: marie-louise.lambour@com

Annexe II

Overview of Mr Léthier's presentation on the future of the Pan-European Ecological Network

Target	To stop the fragmentation of the environment in Europe (species and natural habitats)	
Objectives	To prevent from new fragmentation (planning) To reduce the existing fragmentation (restoration)	
Streams	Decision	To adopt clear measurable political objectives and take appropriate decisions for stopping the fragmentation spiral, at all levels (international, national and local)
		To build up and implement a strategic vision in order to stop and reduce it
		To protect strictly the existing key non fragmented large areas of landscape and biodiversity interest
	Knowledge	To assess the synergistic impacts of policies, programmes and projects on the fragmentation of the environment in Europe
		To develop functional ecology research works and improve knowledge on the degree and effects of fragmentation on goods and ecological services
		To improve the technologies, methods and predictive models for the determination of the degree, effects and tendencies in landscape and biodiversity fragmentation taking into account the adaptation to the CC and the specific issue of the invasive species of crucial ecological importance for the environment in Europe
	Governance	To start a defragmentation program of field activities including removal and dismantlement of existing infrastructures that contribute to fragmentation of environment
		To set up a Pan-European science-policy platform on landscape and biodiversity that would assist and advise the governments in determining priorities for action, favouring the long term conservation of environment in the region
		To strengthen the cooperation between all relevant international organizations and reduce the fragmentation of the international institutional landscape

Annexe III

THE FUTURE OF ECOLOGICAL NETWORKS IN EUROPE : A DISCUSSION PAPER**Contents****Summary**

- 1. Background: the ecological networks concept**
- 2. Ecological networks in international frameworks and statute**
- 3. The future of ecological networks in Europe**
 - 3.1 Green Infrastructure
 - 3.2 National and Regional Ecological Networks
 - 3.3 Stakeholder participation and building the capacity of civil society
 - 3.4 Spatial planning and sectoral integration
 - 3.5 Costs, benefits and ecosystem services
 - 3.6 Climate change
 - 3.7 Invasive Alien Species
 - 3.8 Wilderness
 - 3.9 Emerging policy and policy reform
- 4. Conclusions and main points for discussion**
- 5. References**

Summary

Changes in the patterns of land use and management have impacted more than any other factor on the serious decline in richness and abundance of Europe's biodiversity. Issues include the intensification of agriculture and forestry and a consequent decline in traditional agricultural and forest management on which many habitats depend and, more recently, the large-scale abandonment of land. Further problems have been caused by the spread of urbanization and industrialization and the fragmentation of habitats by infrastructure. The associated improvement to drainage systems, the loss of wetlands and the modification of rivers and watercourses have created further impacts. There is also a growing pressure from public access to the countryside for the purposes of tourism, access and recreation. Finally, climate change and its impacts on biodiversity have gained much recent political, media and scientific interest.

The direct impact of these changes has been a reduction in the functioning and functionality of ecosystems. So, not only are they losing their value for wildlife and nature conservation, but they are also producing fewer of the essential elements on which many people, in rural areas in particular, have come to rely. These so called ecosystem 'goods and services' include basic items such as food, water, wood, building materials and fuel. At a more sophisticated level ecosystems can provide, for instance, natural waste management systems in the form of wetlands, which absorb and neutralize pollution and flood plain grasslands and woodlands that reduce the risk of flooding to towns and cities by alleviating the threat of extreme weather events (that appear to be one of the consequences of climate change).

It is understood that size, shape and connectivity are all factors that contribute to ecosystem functioning and functionality and, all over Europe, habitats and ecosystems are becoming smaller, more fragmented and their isolation from other areas is increasing. Habitat isolation and loss prevent natural species from reaching migration and dispersal destinations, forces them to live in habitats that may not be large enough for them to maintain viable populations, reduces or removes the potential for them to achieve genetic change, and prevents them from responding to the consequences and impacts of climate change (that is likely to force many species to migrate to new habitats). These issues affect terrestrial, aquatic and marine ecosystems.

A combination of scientific research and theory, and a realization that the protection and management of special sites on their own would not secure the long-term future for biodiversity, has therefore resulted in a gradual reconsideration of the strategic policy and practice of nature conservation. In essence ecological networks provide a framework for reversing the effects described above. Not only is it based on scientific theory and evidence, but it is also a highly effective concept in terms of its communicability. It has successfully bridged the science-policy interface and has been the basis of a paradigm shift in our consideration of nature protection and management in Europe.

Ecological networks from pan-European, other regional, national and local levels, therefore make a major contribution to the overall effort to protect, maintain and enhance biodiversity; the concept has gained significant political support over the last decade and a half. A platform now exists for: increased integration of ecological networks into the cross-sectoral policy agenda; research into their contribution to ecosystem services and mitigation and adaption for climate change; and an increase in the availability of information about practical delivery. This paper provides a brief overview of the ecological concepts, policy and research developments; it then covers a number of key areas and issues that may contribute to the future development and implementation of ecological networks in Europe.

The conclusion sets out some key points for discussion which are repeated here for ease of reference:

- It could be argued that green infrastructure is a natural evolution of the ecological networks concept. The relationship between ecological networks and green infrastructure (and the extent to which it builds on the concepts and legacy that it could inherit from the ecological networks approach) therefore needs to be clearly articulated - including in relation to implementation, socio-economic aspects and stakeholder participation.

- The argument for maintaining, restoring and creating ecological networks in order to provide adaptation to climate change can be enhanced through linking it to green infrastructure.
- The synergies with the development of the wilderness debate should also be explored.
- Following the development of the PEEN the elaboration of national level networks is a pressing need and a high priority in the route to implementation. There is a clear need to develop the potential of national-regional ecological networks through funded programmes and projects.
- There is potential for biodiversity related initiatives such as ecological network implementation to provide a platform for civil society engagement and to build its capacity through applying a participative approach to the delivery of projects and programmes; project funding is increasingly being tied to the development of capacity in civil society (particularly in Eastern and South Eastern Europe). All of which provides an opportunity for biodiversity policy-makers and practitioners; but which also sets up a challenge to which they must now respond.
- Linking ecological networks to spatial planning at different geographical scales can be seen as a key to effective delivery in the future and could provide a useful framework within which values and specific ecosystem services could be attributed to aspects of the ecological network. However, in spite of the logic of this approach there are presently no instruments or guidance to drive this integration/ approach.
- CBD Conference of the Parties in Nagoya (Japan) in October 2010; and green infrastructure has emerged as a priority within the Communication from the European Commission (2011). These frameworks could be exploited.
- The current review of, for example, the EU Common Agricultural Policy presents an opportunity for new measures to be introduced that will benefit connectivity in agricultural landscapes.
- Resilient ecosystems are more resistant to IAS – thus the benefits of healthy ecological networks are significant particularly when poorly maintained or degraded networks can provide vehicles for the movement of IAS.

1. Background: the ecological networks concept

The concept of ecological networks is not new; the model has developed over the past 35-40 years (beginning in the 1970s and 1980s in countries where a strong land use planning tradition had created the institutional environment for allocating functions at the landscape scale) in the context of increasingly fragmented European landscapes. The concept is the translation of ecological knowledge on fragmentation processes in the landscapes of Europe and its consequences for populations of natural species.

Natural areas, whether protected or not, often represent isolated islands, of varying size but often too small, in the midst of intensive agriculture, built development or transport and energy infrastructure. Habitat isolation and loss prevent natural species from reaching migration and dispersal destinations, force them to live in habitats that may not be large enough for them to maintain viable populations, reduce or remove the potential for them to achieve genetic change, and prevent them from responding to the consequences and impacts of climate change (which is likely to force many species to migrate to new habitats).

Ecological networks' main goal was conserving biodiversity by maintaining and strengthening the integrity of ecological and environmental processes; and to counter the above effects by linking fragmented ecosystems with each other in order to promote exchange between populations of species and to enable the

migration and spread of species. As a conservation approach, ecological networks are characterized by two generic objectives, namely (1) maintaining the functioning of ecosystems as a means of facilitating the conservation of species and habitats, and (2) promoting the sustainable use of natural resources in order to reduce the impacts of human activities on biodiversity and/or to increase the biodiversity value of man-managed landscapes (Bennett & Wit, 2001).

Ecological networks are based around the idea of core areas, ecological corridors, buffer zones and restoration areas. They are designed and managed in such a way as to preserve biological diversity and to maintain or restore ecosystem services through the interconnectivity of its physical elements within the landscape. They should also allow for the sustainable use of natural resources and the maintenance of existing social and institutional structures (loosely based on: UNEP, 2003). The ecological networks concept makes a major contribution to the overall effort to protect, maintain and enhance biodiversity; the concept has gained significant political support over the last decade and a half and has been accepted in many European countries.

All ecological networks share common conservation objectives and operational features, as well as a characteristic spatial architecture. This architecture is a derivation of spatial relationships and processes that are key to biodiversity conservation, particularly the distribution of local species populations, arrangement of habitats, geographical processes and human activities. Specific functions are allocated to different areas depending on their respective ecological value and natural-resource potential (Bennett, 2004). These functions are reflected in a coherent system of ecological network elements (Figure 1):

- **Core areas**, where the conservation of biodiversity takes primary importance, even if the area is not legally protected. The primary objective of core areas is to ensure the conservation of a representative array of characteristic habitats and species populations.
- **Corridors**, which serve to conserve vital ecological or environmental interactions by maintaining connectivity between the core areas where necessary. These linkages may be of three broad kinds:
 - *linear corridors* in the form of landscape elements such as hedges, shelterbelts, woods and rivers or infrastructure such as tunnels and ecoducts that allow species to traverse an obstacle;
 - ‘*stepping stones*’, that is, an array of small patches of habitat that individuals use during movement for shelter, feeding, resting and other ecological functions;
 - *landscape corridors* are various forms of interlinked landscape matrices, usually in the form of extensively managed landscapes, that retain sufficient natural elements to allow individuals to survive during movement between habitat patches
- **Buffer zones**, which insulate areas where biodiversity conservation is the primary objective from potentially damaging external influences, and particularly those caused by inappropriate forms of land use. This function therefore permits in principle a range of sustainable human activities.
- **Restoration areas** are those where the degraded functions of an ecosystem can be restored, especially in cases where habitat fragmentation disables normal functioning of ecosystems or endangers the local populations. These areas are important because they can improve ecologic connectivity and functionality of the system. This concept includes development or redevelopment of biodiversity values.
- **Sustainable use areas**, which may surround the network and where opportunities are exploited within the landscape mosaic for the sustainable use of natural resources together with the maintenance of most ecosystem services.

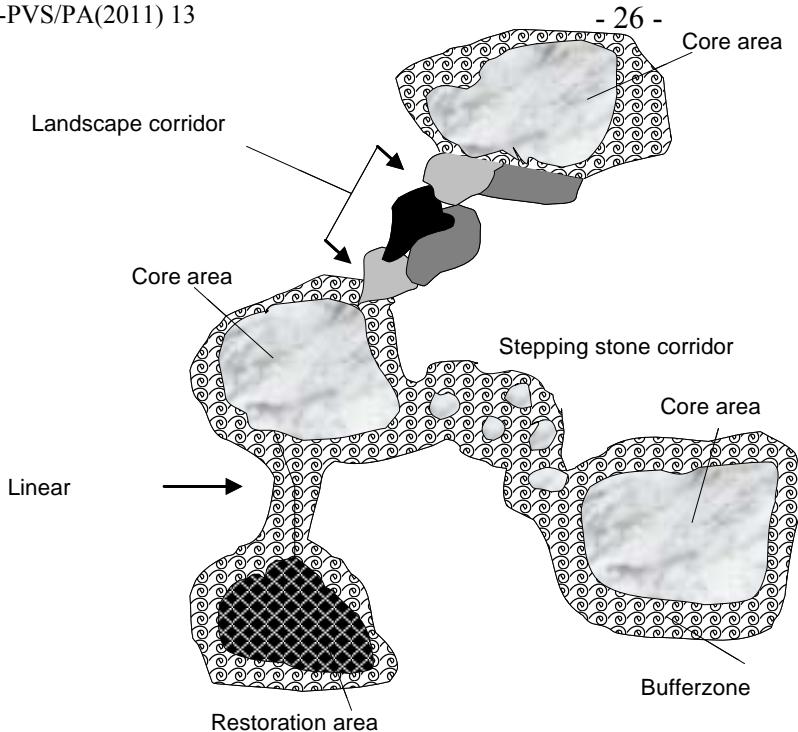


Figure 1: The ecological network model (Source: Bouwma *et al.*, 2002).

The ecological network model can be applied at various scales. Many ecological networks encompass a geographical region, such as a watershed, a mountain range or a biome, e.g. temperate broad-leaf forest. On the other hand, if it is a part of government policy or planning, it can be national, regional (e.g. county or province), or even transboundary between neighbouring countries. Thus, at present it is possible to find examples of the ecological network model being used as a strategic approach to biodiversity conservation at the supra-continental scale, all the way down to detailed conservation plans at the local (e.g. municipal) level.

2. Ecological networks in international frameworks and statute

The ‘Convention on the conservation of European wildlife and natural habitats’, better known as the ‘Bern Convention’, is a binding international legal instrument adopted by the Council of Europe in 1979 to foster the conservation and sustainable use of biological diversity in the European Continent. The Emerald Network is an ecological network set up by the Council of Europe as part of its work in the framework of the Bern Convention (CoE, 2009). This means that the Emerald Network is to be set up in each Contracting Party and observer state to the Bern Convention. In 2009, these included 27 EU member states, 20 other European countries, 4 African States and the European Community (CoE, 2010a). Article 4 of the Bern Convention is the most relevant article, as it states that Contracting Parties ‘shall take appropriate and necessary legislative and administrative measures to ensure the conservation of the habitats of the wild flora and fauna species, especially those specified in Appendices I and II, and the conservation of endangered natural habitats’ (CoE, 2010b).

The creation of the Emerald Network of areas of special conservation interest was agreed by the Standing Committee of the Bern Convention in 1989, through the adoption of Recommendation No. 16 (1989) on the Areas of Special Conservation Interest (ACSI). The Recommendation advocates Contracting Parties to take, either by legislation or otherwise, steps to designate areas of special conservation interest to ensure that necessary and appropriate conservation measures are taken for each area situated within their territory or under their responsibility (CoE, 2010d). All EU nature conservation legislation therefore results from the obligations of the EU as contracting party to the Bern Convention and the consequent implementation of the 1979 EC Birds

Directive and the 1992 EC Habitats Directive provided for the establishment of a representative system of legally protected areas throughout the EU, known as Natura 2000. These directives further strengthened existing protected site series at national level, or stimulated countries to define lists of protected sites (where they did not already exist).

In addition, at the third Ministerial Conference ‘Environment for Europe’ in 1995 Ministers of Environment of European countries launched the Pan-European Biological and Landscape Diversity Strategy (PEBLDS) aiming to strengthen environment and biodiversity conservation policies in Europe. The Ministers called ‘for the promotion of nature protection, both inside and outside protected areas, by implementing the European Ecological Network, a physical network of core areas and other appropriate measures, linked by corridors and supported by buffer zones, thus facilitating the dispersal and migration of species’. Thus, the setting up of a Pan-European Ecological Network (PEEN) covering Eurasia was one of the key steps taken under PEBLDS and it has been developed on the basis of national, regional and transregional ecological networks and initiatives throughout Europe (CoE, 2010a). In this context it was agreed that due to its political importance, its geographic extent and it’s biological and landscape diversity the Emerald Network, (together with Natura 2000 – see below), will constitute the main component of the PEEN (CoE, 2010c).

The concept of ecological networks is therefore implicit in a variety of international conventions (Ramsar convention, Bern Convention), European agreements (Habitats and Birds Directives) and related policy implementation (Natura 2000 and Emerald Networks). It has become operational in national and European strategies (Jongman *et al.*, 2004). Thus, the development of a European Ecological Network forms one of the priorities and activities of European nature conservation under the Pan-European Biological and Landscape Diversity Strategy (PEBLDS) which was endorsed by 54 European countries in Sofia, in 1995. In PEBLDS, the aims of the Pan-European Ecological Network are to set out in order to ensure that (see also Rientjes and Roumelioti, 2003):

- A full range of ecosystems, habitats, species and landscapes of European importance are conserved;
- Habitats are large enough to guarantee key species a favourable conservation status;
- There are sufficient opportunities for dispersal and migration of species;
- Damaged parts of the key environmental systems are restored;
- The key environmental systems are buffered from threats.

At the moment of its endorsement, the Council of Europe (CoE) together with ECNC-European Centre for Nature Conservation received a political mandate to coordinate the establishment of the Pan-European Ecological Network (PEEN) and later, together, to lead on the Kyiv target on this issue.

The 2003 Kyiv Resolution on Biodiversity, endorsed at the Fifth ‘Environment for Europe’ Ministerial Conference, set 2006 as a target date for preparing indicative maps for all regions of Europe. It was envisaged that PEEN should be based on existing initiatives and European directives, its backbone being Natura 2000 (comprising Special Protection Areas under the Birds Directive and Special Areas of Conservation under the Habitats Directive) and the Emerald Network. Article 10 of the 1995 Habitats Directive, specifically relates to land-use planning, the development of policies and the exploration of possibilities for improving ecological coherence between sites designated under the directive, and provides further strong direction for EU Member States.

The Sixth Ministerial Conference "Environment for Europe" in Belgrade, Serbia (10-12 October 2007) represented a watershed for the development of a Pan-European Ecological Network. At the conference ministers received a report from the Council of Europe, Committee of Experts for the development of the Pan-European Ecological Network: "The Pan-European Ecological Network: taking stock" (Bonnin *et al.*, 2007) which provided information on the progress of work in the constitution of PEEN as a follow up to the previous Ministerial Conferences (mentioned above). As such (together with Jones-Walters, L. 2007; and Jongman, et al, 2011) it is a comprehensive digest of available information; including an elaboration of progress in

implementation, the history of the political process, the scientific and legal background and a reflection on the future for Ecological Network implementation in Europe.

Several initiatives, funded by both the EU and by EU/CoE Member States, have therefore sought to create spatial presentations of European Ecological Networks. Notable examples include: the indicative map of the PEEN for Central and Eastern Europe (Bouwma, Jongman & Butovsky, 2002), which covered 12 countries: Estonia, Latvia, Lithuania, Poland, Czech Republic, Slovakia, Hungary, Romania, Moldova, Ukraine, Belarus, and the European part of Russia; the indicative map of PEEN for South-Eastern Europe (Biro, Bouwma & Grobelnik, 2006) covering 9 countries: Slovenia, Croatia, Bosnia- Herzegovina, Serbia-Montenegro, Republic of Macedonia, Albania, Bulgaria, Greece and Turkey; and finally the draft PEEN map for Western Europe (Jongman, Bouwma & van Doorn, 2006). The only area not presently covered by either the PEEN map for Central and Eastern Europe or the map for South-Eastern Europe and Turkey lies between the Black Sea and the Caspian Sea (the Caucasus).

Ecological network maps and strategies have also been established at country level and around trans-boundary sites and site complexes. The Natura 2000 site network is now well developed across the European Union member states and the Emerald network constitution process is making progress at a pan-European level, particularly in the Western Balkans, Central and Eastern Europe, South Caucasus, as well as Norway and Switzerland. Together with other networks of protected sites that stem from international, national or regional arrangements, they provide the basis for planning and joint action. At a regional and local level many planning authorities have applied the principles of ecological connectivity to spatial planning and strategies. Often the latter have included a significant level of stakeholder and public involvement and participation in the planning process.

Driven by a strong political desire, in part at European level (through reforms to Common Agricultural Policy and related policy instruments, such as the Rural Development Policy) and within a number of Member States, there has been a movement of agricultural and forestry subsidy into support for sustainable, environmentally sensitive land management. Many Member States have implemented fiscal and financial instruments targeted at land managers in the agriculture and forestry sectors, which are explicitly underpinned by the idea that it is important to make physical connections between habitats and to provide corridors for the movement of species in the wider countryside around special sites. They therefore promote the management and creation of linear features such as hedgerows, dry-stone walls, shelterbelts and riparian and aquatic habitats and 'stepping stone' habitats such as woodlands, grasslands, ponds and lakes. Other sectors such as transport, business and industry have been engaged in the process through the provision of guidance such as 'codes of good practice'.

3. The future of Ecological networks in Europe

Clearly, a significant amount of progress has been made. There is a trend towards taking account of ecological connectivity in policy instruments at all levels. The EU Water Framework Directive is a very good example of this, and whilst the European Spatial Development Perspective (1999) is based on an economic approach, it does consider the integration of economy across sectors, with sustainable development as a guiding principle and concern. "The Guiding Principles for Sustainable Spatial Development of the European Continent" (2002) mentions in the context of its principles the need to reduce environmental damage and to enhance and protect natural resources and natural heritage; and so links social, cultural and environmental sectors. Along with a number of other existing and developing policy and funding frameworks, it recognises the importance of bringing economic and social requirements into harmony with ecological and cultural functions through long-term, large-scale and balanced spatial development.

The achievements to date clearly provide a strong platform for future action. However, it is clear that some momentum in the process of the development and implementation of ecological networks in Europe has been lost. The reasons for this include the current economic climate that prevails in Europe, in which governments are more reluctant to prioritise fund environmental initiatives when economic and social issues still

require urgent attention in relation to spending cuts. The former has focussed countries on their internal financial and fiscal requirements and drawn attention and support away from multilateral environmental agreements such as PEBLDS and, as a consequence, the PEEN process. The arrival of 2010 and, for some EU Member States, the achievement of targets such as ‘sufficiency’ in relation to Natura 2000 designation has further slowed progress and commitment.

In spite of this opportunities clearly exist for the further development and implementation of ecological networks. The following sections explore the potential of a number of key areas, namely: green infrastructure; national and regional ecological networks; stakeholder participation and building the capacity of civil society; spatial planning and sectoral integration; costs, benefits and ecosystem services; climate change; emerging policy and policy reform; and areas for research.

3.1 Green Infrastructure

Whilst the term Green Infrastructure has in the past been used to describe natural, connected habitat within urban areas it has recently been launched as a new concept that is now included within the European Commission's EU 2020 European biodiversity headline target and 2050 vision, aimed at halting and reversing the loss of biodiversity across the EU territory of the member states and a response to the Aichi targets signed at the CBDs COP 10 (EC, 2011) .

It is likely that a common definition of green infrastructure will be developed in due course; at present however it is articulated and is an ‘approach’ that calls for the protection and restoration of ecosystems in so far as possible to strengthen their resilience and sustain the key services that they provide; whilst also achieving conservation objectives and enabling Member States to adapt to climate change. In terms of a working definition the European habitats Forum, a member of the European Commission working group on green infrastructure, has come up with the following: *Green infrastructure is a strategically planned and delivered network of high-quality green spaces and other environmental features. It should be designed and managed as a multifunctional resource capable of delivering a wide range of environmental and quality of life benefit local communities. Green infrastructure includes forests, rivers, coastal zones, parks, eco-corridors and other natural or semi-natural features which constitute key elements for the provision of ecosystem services.*

However it is finally interpreted, green infrastructure will clearly have some form of coherent ecological network at its core. It would therefore seem prudent to take into account the work that has been done at various geographical levels in order to define areas of existing and potential ecological connectivity. Below the level of ecological corridors that cross within and between countries, this includes the green and blue veining that makes up the patchwork quilt of traditionally managed multifunctional landscapes; and as such still remains at the heart of the description of ecological networks that is given above.

Perhaps the step that green infrastructure can take beyond what has already been achieved (with ecological networks) is to provide further context for informing the important decisions that need to be made in relation to the planning and management of the wider countryside outside of protected areas and other special sites. Thus, the consideration of issues such as ecosystem services, climate change adaptation and ecological resilience can be integrated within the new approach.

In many ways this would have been the desired future objective of any development of the ecological networks concept; and it could therefore be argued that green infrastructure is a natural evolution of ecological networks. Perhaps the key issue for debate is the extent to which it builds on the concepts and legacy that it could inherit from the ecological networks approach.

It is highly likely that, with or without green infrastructure, countries will continue to consider the development of national ecological networks particularly where they have large carnivores and herbivores and where the benefits of such an approach are clear.

3.2 National and Regional Ecological Networks

In June this year ECNC and the Macedonian Ecological Society (MES) presented the final results of the MAK-NEN project, concluding three years of work devoted to the development of a Macedonian Ecological Network (funded by the Dutch government). The presentation was held in Skopje and attended by numerous representatives of ministries, scientific and expert institutions representing sectors relevant to the implementation of the National Ecological Network in Macedonia, all of whom had been actively involved in the development of the final map.

Two of the main outputs of the project that were presented were the final MAK-NEN map, published in A1 format, and a Bear Corridor Management Plan. The Plan lists the 23 existing and potential bottlenecks for functioning of the ecological network identified on the map, elaborating the potential solutions and measures to be implemented by different stakeholders in order to ensure the full functionality of the network (Brajanoska *et al.*, 2009). It provides compelling and plausible evidence for the need to provide effective spatial planning at national level for threatened and other wildlife.

As a result of the three-year stakeholder involvement process, the discussion that followed the presentations showed that the participants have a high level of understanding, acceptance, ownership and support of the ecological network concept. This indicates that MAK-NEN has a bright future in Macedonia and, whilst the Macedonian ecological network is not the first national level network to be developed, it clearly should not be the last. It is pertinent to profile it here because it provides a recent example of best practice; not least because it includes a high level of stakeholder participation (see 3.3, below).

Following the development of the PEEN the elaboration of national level networks is a pressing need and a high priority in the route to implementation. However, national ecological networks are unlikely to function effectively unless they cross national boundaries. Again, there are a number of particularly good examples of cross boundary and regional ecological networks (e.g. within the framework of the Alpine convention and in the Dinaric Arc, etc). In the context of the Western Balkans, and the Macedonian ecological network, there is a clear need to develop the potential of national-regional ecological networks through funded programmes and projects.

3.3 Stakeholder participation and building the capacity of civil society

Consensus development through stakeholder participation is a promising trend that takes into account the interactive character of the communication process. Stakeholder participation already has a successful track record in assisting in the management of (for example) Integrated Coastal Zone Management, Invasive Alien Species and species protection issues. It now needs to be applied to the practical implementation of ecological networks (and almost certainly green infrastructure). Indeed, guidance already exists for the implementation of ecological networks through stakeholder participation (Jones-Walters *et al.* 2009) and in relation to local biodiversity action planning (Jones-Walters *et al.* 2010).

The greatest problem remains the ‘top down’ organisational paradigm. Participation is a daunting prospect for those who are used to making policy and then implementing it through legislation, regulation or the power that comes with owning land. They have difficulty in dealing with a range of people and organisations that may previously have been seen as the cause of the problem rather than the solution. However, where stakeholder participation may fail to convince, the principle and political rhetoric of ‘civil society’ may be more persuasive. Civil society is considered to be a necessary condition for ensuring lively, strong and participatory democracy. In addition to being a key to local involvement, participatory democracy also has to build collaboration among the institutions, professions and sectors that are capable of influencing the development of participation (Edwards, 2011).

There is clearly potential for biodiversity related initiatives such as ecological network implementation to provide a platform for civil society engagement and to build its capacity through applying a participative

approach to the delivery of projects and programmes; particularly when such enterprises are associated with training in relevant skills (many of which are highly transferable). In this respect, it should also be noted that project funding is increasingly being tied to the development of capacity in civil society (particularly in Eastern and South Eastern Europe). All of which provides an opportunity for biodiversity policy-makers and practitioners; but which also sets up a challenge to which they must now respond.

3.4 Spatial planning and sectoral integration

There is significant scope to explore and further strengthen the integration of ecological networks and its related concepts into sectoral policy; for instance spatial planning and economic and infrastructure development. At the same time, the increasing and complimentary demand among economic actors and civil society for influence in shaping the spatial environment (referred to in 3.3 above) has led to greater stakeholder involvement in the decision-making processes.

The primary function of spatial planning is to guide and govern decisions about land use, such as the design and location of built and other development (as opposed to land management). As a spatial concept, maps presenting ecological networks are easily accommodated by spatial planners into their strategic documents. Perhaps the elaborated concept of green infrastructure, with its inclusion of ecosystem services and other aspects, will provide an added impetus to such an accommodation.

Modern spatial planning is now defined by stakeholder participation; and there is growing evidence that spatial planning and ecological network programmes in some European countries have come together to increasingly actively seek the involvement of a wide range of stakeholders (namely, municipalities, regional political authorities, developers, investors, environmental and other NGOs, public utilities, business, education, religious organisations and individual citizens).

Linking ecological networks to spatial planning at different geographical scales can therefore be seen as a key to effective delivery in the future. This is not only because of the obvious functional relationship between ecological networks and other forms of land use and infrastructure but also because delivering the concept through the vehicle of spatial planning is one of the main mechanisms for sectoral integration.

The link to 3.3 above in terms of skill sets, guidance and incentives is clear.

3.5 Costs, benefits and ecosystem services

The failure of society to place a value on nature has resulted in the degradation of ecosystems, a consequent reduction in ecosystem services and has contributed to a significant decline in biodiversity. The lack of comprehensive methodologies for providing economic valuation for biodiversity and ecosystem services, the results of which can be easily communicated to policy and decision-makers, has hampered efforts to protect, maintain and enhance habitats and species.

There has therefore been much recent activity around demonstrating the financial value of natural assets, biodiversity and the ecosystem services that they provide; evidenced, for example, by The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) process and specifically their recommendations within the TEEB for policy-makers document (TEEB, 2011). Ecological networks and green veining provide a range of services. These include (for example) shelter and the reduction of erosion, pollination, adaptation to climate change, corridors for the movement of animals and to a lesser extent plants, recreational and cultural services.

It is certainly important to ensure that the full value of ecological networks is incorporated into policy appraisal and decision making mechanisms in order to increase the likelihood of the sustainable use of natural resources and the protection of the natural environment. Such an approach could be applied to existing networks but also to the creation of new networks.

Spatial planning could provide a useful framework within which values and specific ecosystem services could be attributed to aspects of the ecological network (and to green infrastructure) as part of a further policy and decision-making layer of a map-based approach. There is presently no detailed guidance available on how this approach might be implemented.

3.6 Climate change

As is clear from the 2005 Millennium Ecosystem Assessment (MA, 2005), climate change is impacting more and more on biodiversity, both worldwide and in Europe. Scientific results into the possible impact on climate change increasingly provide evidence of considerable consequences for habitats and species. Species migrations, extinctions and changes in populations, range and seasonal and reproductive behaviour are among the responses that have been recorded, and these are likely to continue apace as climate continues to change in decades to come. Climate change is also poised to significantly alter the supply of European ecosystem services over the next century. While it may result in the enhancement of some ecosystem services, a large portion will be negatively affected through the impact of drought, reduced soil fertility, fire, and other climate change-driven factors.

From a biodiversity perspective in Europe, the climate change issue is highly relevant because (and particularly relevant to ecological networks):

- the range of some species will increase or decrease, and both aspects will have impacts on a variety of ecosystems;
- due to these range shifts some species will find themselves at the end of their ecological range (e.g. mountain summits), and they face extinction at national, European or sometimes even global levels; and
- some species that migrate or shift their range during and between the seasons are increasingly finding themselves restrained in their movement due to insurmountable barriers such as urban areas, major roads and other infrastructure and high intensity agricultural land.

For those that are now forced to move further due to climate change the removal or absence of animal and plant ‘highways’ becomes a major issue. Ecological networks will therefore play a significant role in providing adaptation to the impacts of climate change by allowing animals to migrate to areas where they can find favourable conditions. Where they do not exist it is highly desirable to increase the connectivity of habitats through the restoration and creation of new ecological networks. New habitat creation, such as the widespread planting of forests, hedgerows and shelterbelts, can act to sequester carbon and creates soils, substrate and vegetation with the potential to retain carbon.

Ecological networks can provide physical measures for combating the effects of extreme weather: for example, more shade for farm animals through flood relief and by providing a ‘natural sponge’ to hold water. With higher connectivity, the existing habitat is better able to fulfil an adaptation function. Green infrastructure in towns and cities can provide shade and many other functions as well as connecting wildlife areas and connecting people to wildlife. In addition, certain elements of ecological networks, in particular buffer zones, could provide important functions in terms of providing increased resilience and adaptive capacity for vulnerable protected areas and habitats. The vulnerability is a function of the character, magnitude, and the rate of climate variation to which the system is exposed, its sensitivity and its adaptive capacity (Natural England, 2011).

It is quite possible that the argument for maintaining, restoring and creating ecological networks in order to provide adaptation to climate change can be enhanced through linking it to green infrastructure (in the sense of 3.1 above).

3.7 Invasive Alien Species

Invasive alien species (IAS) are having an increased impact, not only for biodiversity where they can push out and displace native species, but for social and economic reasons as well. This is partly due to the effects of climate change and also due to human activity.

Alarmed by the lack of implementation of provision on introduction of alien species (and also about some misguided re-introductions), the Standing Committee to the Bern Convention decided in 1992 to create a specialised group of experts; originally called the "Group of Experts on the legal aspects on introduction and re-introduction of wildlife species" and now called the "Group of Experts on Invasive Alien Species", it met for the first time in March 1993. The group collected and analysed different national laws dealing with invasive species and proposed work aimed at the harmonisation of national regulations on introduced species, particularly in the fields of definitions, territorial scope of regulation, listing of species whose introduction is undesirable, identification of authorities responsible for permits, conditions for issuing such permits and control involved. The group of experts meets every two years to check progress in implementation and propose new ideas (CoE, 2008).

During the early 2000's the energy of the Group of Experts was largely devoted to the preparation and negotiation of a fundamental text to promote and guide European activities on Invasive Alien Species: the European Strategy on Invasive Alien Species. This strategy, which was prepared by Mr Piero Genovesi and Ms Clare Shine, was discussed at the 11th meeting of the Group, held in Horta (Azores, Portugal) in 2002 and was negotiated soon after the adoption, by the 6th Conference of the Parties of the Convention on Biological Diversity (decision V1/23 of April 2002) of *Guiding Principles for the prevention, introduction and mitigation of impacts of alien species that threaten ecosystems, habitats or species*. The Strategy follows these guiding principles but goes further into the recommended actions. It promotes the development and implementation of co-ordinated measures and co-operative efforts throughout Europe to prevent or minimise adverse impacts of invasive alien species on Europe's biodiversity, as well as their consequences for the economy and human health and well-being. The Group is currently working on the development of Guidelines on IAS in Protected Areas. The paper is not yet finalized, but will certainly be available in 2012.

There is a strong argument that resilient ecosystems are more resistant to IAS – thus the benefits of ecological networks referred to in 3.6 significant in relation to this issue. Equally ecological networks (particularly if they are poorly maintained or degraded) can provide vehicles for the movement of IAS. The issue here is to produce a balanced argument for maintaining landscape features, including ecological corridors, in good condition through effective and targeted management.

3.8 Wilderness

The arrival of wilderness as a policy issue, following the passing of a European Parliament resolution in 2009, has increased the profile of the issue and provided a challenge for policy makers and practitioners. There is a need for a policy-relevant definition that can guide decision making in relation to the protection and management of wilderness areas , including their exploitation for economic benefit, and for information and data about the extent of existing wilderness and wild areas and the opportunities for its recreation (Jones-Walters and Civic, 2010).

The links to ecological networks, not least because of the roles of large herbivores and carnivores in the wilderness issue, are clear. Planning for either ecological networks or wilderness should take into consideration the needs of the other. The topicality of wilderness means that it is a potential opportunity to further the aims of the PEEN and regional and local ecological networks.

3.9 Emerging policy

The need to integrate the ecological network concept into the development of green infrastructure, which is emerging as a new and potentially influential policy instrument, has already been referred to in 3.1 above; similarly for spatial and other infrastructure planning. However, there is also a requirement for existing

instruments (such as the EU Water Framework Directive) which offer the potential for strengthening ecological networks to be exploited to the full in their implementation. Furthermore the current review of, for example, the EU Common Agricultural Policy presents an opportunity for new measures to be introduced that will benefit connectivity in agricultural landscapes.

Again, the benefits of exploiting synergies with green infrastructure development are clear.

4. Conclusion and main points for discussion

The PEEN project was successful in reaching its goal to promote the idea of a pan-European vision of biodiversity conservation through a European ecological network (Jongman *et al*, 2011). Not only this, the translation of the PEEN principles into the development of national ecological networks has also made some progress. However, it is also clear that in the present economic situation countries are pursuing national priorities that are driven by social and economic factors, and that this is at the expense of the environment and international and cross boundary cooperation. European ecological corridors are not being developed and there is a clear issue around what institution or coordination mechanism should presently be responsible for driving this issue forwards.

Developing ecological connectivity is one of the recommendations of the CBD Conference of the Parties in Nagoya (Japan) in October 2010; and green infrastructure has emerged as a priority within the Communication from the European Commission (2011): *Our life insurance, our natural capital: an EU biodiversity strategy to 2020*. Perhaps a solution lies within the implementation of these instruments; however this means that the relationship between ecological networks and green infrastructure needs to be articulated; including in relation to implementation, socio-economic aspects and stakeholder participation. Linked to this, there is also a need to realise in practice the existing and recognized potential for spatial planning to act as a mechanism for cross sectoral integration, communication and delivery of ecological networks.

The contribution of ecological networks to the provision of ecosystem services and mitigation and adaptation in relation to the effects of climate change are important areas for research and subsequent articulation into policy. Climate and global change will affect the patterns of many ecological and other relationships in the landscape, potentially leading to a level of complexity that may prove intractable and difficult to resolve. Research on changing population patterns in relation to landscape permeability should be directed towards the provision of essential knowledge needed for the limitation and promotion of irreversible damage, adaptation and mitigation measures.

Codifying the economic benefits of ecological networks and making them explicit through interdisciplinary research and integrated long-term research on the social, economic and ecological mechanisms and maintain biodiversity and the ecological services it provides is also a clear necessity.

Further work can be carried out in relation to the full translation of the protected area networks into functional ecological networks, both at the level of policy and practice; in addition information about how to create actual ecological networks, particularly where this has involved stakeholder and public participation needs to be researched and made widely available. Knowledge transfer is needed as well as new knowledge especially in relation to the impact of changing environmental and land use conditions on species and habitats in the wider countryside.

Leadership has already been mentioned in the context of who has responsibility for ecological networks at European, regional, national and local levels. Linked to this is the issue of communication; specifically to politicians and decision makers within key sectors (such as spatial planning, transport, industry, etc) but more widely to researchers, conservation practitioners and the interested public. Beyond this lies a requirement for active engagement with emerging policy agendas (which again requires a level of leadership and strategic direction).

Main points for discussion:

- It could be argued that green infrastructure is a natural evolution of the ecological networks concept. The relationship between ecological networks and green infrastructure (and the extent to which it builds on the concepts and legacy that it could inherit from the ecological networks approach) therefore needs to be clearly articulated - including in relation to implementation, socio-economic aspects and stakeholder participation.
- The argument for maintaining, restoring and creating ecological networks in order to provide adaptation to climate change can be enhanced through linking it to green infrastructure.
- The synergies with the development of the wilderness debate should also be explored.
- Following the development of the PEEN the elaboration of national level networks is a pressing need and a high priority in the route to implementation. There is a clear need to develop the potential of national-regional ecological networks through funded programmes and projects.
- There is potential for biodiversity related initiatives such as ecological network implementation to provide a platform for civil society engagement and to build its capacity through applying a participative approach to the delivery of projects and programmes; project funding is increasingly being tied to the development of capacity in civil society (particularly in Eastern and South Eastern Europe). All of which provides an opportunity for biodiversity policy-makers and practitioners; but which also sets up a challenge to which they must now respond.
- Linking ecological networks to spatial planning at different geographical scales can be seen as a key to effective delivery in the future and could provide a useful framework within which values and specific ecosystem services could be attributed to aspects of the ecological network. However, in spite of the logic of this approach there are presently no instruments or guidance to drive this integration/ approach.
- CBD Conference of the Parties in Nagoya (Japan) in October 2010; and green infrastructure has emerged as a priority within the Communication from the European Commission (2011). These frameworks could be exploited.
- The current review of, for example, the EU Common Agricultural Policy presents an opportunity for new measures to be introduced that will benefit connectivity in agricultural landscapes.
- Resilient ecosystems are more resistant to IAS – thus the benefits of healthy ecological networks are significant particularly when poorly maintained or degraded networks can provide vehicles for the movement of IAS.

5. References

Bennett, G. and P. Wit (2001) *The Development and Application of Ecological Networks: a Review of Proposals, Plans and Programmes*. – Amsterdam, AIDEnvironment
(http://www.szygy.nl/Documenten/The_Development_and_Application_of_Ecological_Networks.pdf).

Bennett, G. (2004) *Integrating Biodiversity Conservation and Sustainable Use: Lessons Learned From Ecological Networks*. – Gland/Cambridge, IUCN
(http://www.szygy.nl/Documenten/Integrating_Biodiversity_Conservation_and_Sustainable_Use.pdf).

Biró, E., Bouwma, I., & Grobelnik, V. (Eds) (2006). *Indicative map of the Pan-European Ecological Network in South-Eastern Europe. Technical background document*. ECNC-European Centre for Nature Conservation, ECNC Technical Report Series. Tilburg, The Netherlands

Bonnin, M., Bruszik, A., Delbaere, B., Lethier, H., Richard, D., Rientjes, S., van Uden, G. & Terry, A. (2007). *The Pan-European Ecological Network: taking stock*. Council of Europe, Nature and Environment, No. 146.

Bouwma, I.M., Jongman, R.H.G. & Butovsky, R.O. (Eds) (2002). *The Indicative map of the Pan-European Ecological Network for Central and Eastern Europe*. Technical background document. ECNC-European Centre for Nature Conservation, ECNC Technical Report Series. Tilburg, The Netherlands/Budapest, Hungary.

Brajanoska R., Čivić, K., Hristovski, S., Jones-Walters, L., Levkov, Z., Melovski, Lj., Melovski, D. and Velevski, M. (2009). *Background document on Ecological Networks - Project : Development of the National Ecological Network in FYR Macedonia (MAK-NEN)*. MES, Skopje, Republic of Macedonia; ECNC, Tilburg, the Netherlands (http://www.ecnc.org/file_handler/documents/original/view/418/2009--maknen-background-document-on-ecological-networkspdf.pdf)

CoE (1989). *Recommendation No. 16 (1989) of the Standing Committee on areas of special conservation interest*. Council of Europe, Convention on the conservation of European wildlife and natural habitats, Standing Committee. Appendix 5 to *The Emerald Network — A network of Areas of Special Conservation Interest for Europe — Information Document*. T-PVS/PA (2009) 8rev.

CoE, 2008. Bern Convention action on invasive alien species in Europe. Contribution to the 13th Meeting of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA 13) of the Convention on Biological Diversity (Rome, 18-22 February 2008). T-PVS/Inf (2008) 3. Available at: <https://wcd.coe.int/wcd/com.intranet.IntraServlet?command=com.intranet.CmdBlobGet&IntranetImage=1296556&SecMode=1&DocId=1430736&Usage=2>

CoE (2009). *The Emerald Network of Areas of Special Conservation Interest*. Fact sheet 20. Council of Europe. Available at: <https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=FS%2020&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=COE&BackColorInternet=F5CA75&BackColorIntranet=F5CA75&BackColorLogged=A9BACE> [accessed September 2011].

CoE (2010a). *The Emerald Network: a tool to protect Europe's natural habitats*. Leaflet. Council of Europe. Available at: http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/nature/EcoNetworks/ID9306_Plaque_OK_AN_BD.pdf [accessed September 2011].

CoE (2010b). *Criteria for assessing the National Lists of proposed Areas of Special Conservation Interest (ASCIs) at biogeographical level and procedure for examining and approving Emerald candidate sites*. T-PVS/PA (2010) 12. Council of Europe, Convention on the conservation of European wildlife and natural habitats, Standing Committee. Available at: <https://wcd.coe.int/wcd/com.intranet.IntraServlet?command=com.intranet.CmdBlobGet&IntranetImage=1760221&SecMode=1&DocId=1651100&Usage=2> [accessed September 2011]

CoE (2010c). *The Emerald Network — A network of Areas of Special Conservation Interest for Europe — Information Document*. T-PVS/PA (2009) 8rev. Council of Europe, Convention on the conservation of European wildlife and natural habitats, Group of Experts on Protected Areas and Ecological Networks. Available at: <https://wcd.coe.int/wcd/com.intranet.IntraServlet?command=com.intranet.CmdBlobGet&IntranetImage=1647883&SecMode=1&DocId=1617296&Usage=2> [accessed September 2011].

Coe (2010d). *Biogeographical Regions' map*. T-PVS/PA (2010) 14. Council of Europe, Convention on the conservation of European wildlife and natural habitats, Standing Committee. Available at: <https://wcd.coe.int/wcd/com.intranet.IntraServlet?command=com.intranet.CmdBlobGet&IntranetImage=1752640&SecMode=1&DocId=1655436&Usage=2> [accessed September 2011]

Edwards, M. (2011). What can the ‘Big Society’ learn from history? Available at: <http://www.opendemocracy.net/print/58473>

European Commission (2011). Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions (2011). *Our life insurance, our natural capital: an EU biodiversity strategy to 2020*. Brussels, 3.5.2011 COM(2011) 244 final

Jones-Walters, L. (2007) European Policy Review: Pan-European Ecological Networks. Journal for Nature Conservation 15, 262—264

Jones-Walters, L., Snethlage, M., Civic, K., Cil, A. and Smit, I. (2009). Making the connection! Guidelines for involving stakeholders in the implementation of ecological networks; ECNC, Tilburg, the Netherlands. <http://www.ecnc.org/publications/technicalreports/making-the-connection>

Jones-Walters, L., Catchpole, R., Mladenović, A., Čil, A., Snethlage, M., Čivić, K., Schrauwen, A., Sušić, S. and Solujić, A.S. (2010). Local Biodiversity Action Planning for Southeastern Europe. ECNC, Tilburg, the Netherlands. <http://www.ecnc.org/publications/technicalreports/local-biodiversity-action-planning>

Jones-Walters L. & Nieto, A. (Eds) (2007) Climate change and biodiversity – the role of the European regions. Tilburg, ECNC-European Centre for Nature Conservation.

Jongman, R.H.G., Külvik, M and Kristiansen. I. (2004). European ecological networks and greenways. Landscape and Urban Planning, 68:305-319

Jongman R.H.G.; Bouwma I.M.; Griffioen A.; Jones-Walters L. and Van Doorn A.M., 2011. *The Pan European Ecological Network: PEEN*. Landscape Ecology 26: 311-326.

Jongman, R.H.G., I.M. Bouwma & van Doorn, A.M. (2006). *The indicative map of the Pan-European Ecological Network in Western Europe. Technical background Report*. – Wageningen, Alterra, Alterra-Rapport 1429.

MA (2005) Millennium Ecosystem Assessment. Ecosystems and Human Well-being: Synthesis. – Island Press, Washington, DC.

Natural England (2011). A national climate change vulnerability assessment. Natural England Technical Information Note TIN095

Rientjes, S. and Roumelioti, K. (2003). Support for ecological networks in European nature conservation, an indicative social map. ECNC Technical Report Series. Tilburg, The Netherlands/Budapest, Hungary.

TEEB (2011) TEEB for policy-makers. <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economic/>

Annexe IV Ordre du jour

Lundi, 19 septembre

09:30 – 10:00 Mot de bienvenue et ouverture

8. Ouverture de la réunion par la Présidente (Mme Maka Tsereteli)
9. Adoption de l'ordre du jour
10. Introduction par le Secrétariat et décisions de la 30^e réunion du Comité permanent de la Convention de Berne – Protection des habitats naturels (Mme Iva Obretenova)

10:00 – 11:00 Etat d'avancement dans la Phase I de la mise en œuvre du Réseau Emeraude

11. Suivi des projets en cours sur la Phase I de la mise en œuvre du Réseau Emeraude

- Etat des lieux du programme conjoint Conseil de l'Europe/Union Européenne pour la mise en œuvre du Réseau Emeraude dans le sud-Caucase et en Europe centrale et de l'Est (Mme Iva Obretenova; M. Marc Roekaerts, consultant scientifique)
- Suite du programme conjoint sur la mise en œuvre du Réseau Emeraude dans 7 pays d'Europe Centrale et de l'Est du sud-Caucase (Mme Iva Obretenova)
- Brefs rapports et communications par les délégations nationales sur les développements du Réseau Emeraude
- Présentation des sites qui seront soumis au Comité permanent de la Convention de Berne pour nomination comme « sites candidats officiels » (M. Marc Roekaerts)

Pause café

11:30 – 12:45 Amorcer la phase II du processus de mise en œuvre du Réseau Emeraude

12. Progrès dans la mise en œuvre du Réseau Emeraude: amorcer la phase II

- Résultats du premier séminaire biogéographique préparatoire pour 6 pays des Balkans de l'Ouest, Paris, 26-27 janvier 2011 (Mme Iva Obretenova; Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD, Marc Roekaerts, consultant)
- Résultats des ateliers techniques Emeraude en Norvège et en Suisse, Septembre 2011 (Mme Iva Obretenova; M. Marc Roekaerts, consultant)
- Conclusions de la quatrième réunion de coordination technique entre le Conseil de l'Europe et l'Agence européenne de l'environnement, Paris 16-17 juin 2011 (Mme Iva Obretenova, CoE; M. Marc Roekaerts, consultant ; Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD)
- Harmonisation des Réseaux Emeraude et Natura 2000: coopération entre l'UE, le CoE et l'ETC/BD (Mme Iva Obretenova; M. Marc Roekaerts, consultant; Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD)

Discussion

Pause déjeuner

14:15 – 17:00 Le Réseau Emeraude: amorcer la phase II (cont.)

- Statut de la nouvelle version de la Résolution N° 4 (1996) (M. Marc Roekaerts, consultant)
- Séminaire de l'AEE sur "le futur d'EUNIS" (M. Marc Roekaerts, consultant; Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD)
- Projet de manuel d'interprétation de la Résolution 4 (1996) (Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD; M. Marc Roekaerts, consultant)
- Statut des espèces et des habitats proposés pour être inclus dans les listes de la Convention de Berne (Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD; M. Marc Roekaerts, consultant)
- Suivi du calendrier Emeraude 2020 (Mme Iva Obretenova)

Discussion

Pause café pendant la session

17:00 – 17:15 Sensibilisation et visibilité

- La brochure Emeraude et la vidéo de présentation du programme conjoint Conseil de l'Europe/Union Européenne pour la mise en œuvre du Réseau Emeraude dans le sud-Caucase et en Europe centrale et de l'Est (Mme Iva Obretenova)

17:15 – 17:30 Clôture de la première journée

Une réservation pour le dîner sera effectuée dans un restaurant alsacien (20h00) pour permettre à ceux qui le souhaitent de se retrouver. De plus amples informations seront données durant la réunion.

Merci de noter que ce n'est pas une invitation du Conseil de l'Europe.

Mardi, 20 septembre

9:30 – 10:30 Réseaux Ecologiques et Zones protégées dans d’autres Fora

13. Information sur les réunions et initiatives récentes au niveau européen susceptibles d’intéresser le Groupe

- Travaux d’autres Groupes d’experts de la Convention de Berne :
 - Espèces exotiques envahissantes: Directives pour les zones protégées et IAS (M. Andrea Monaco)
 - Biodiversité et changement climatique (Mme Ivana d’Alessandro)
 - La diversité biologique des îles européennes (M. Eladio Fernandez-Galiano)
- Réunion informelle des Directeurs de la Nature de l’UE, 7-10 juin 2011 (Mme Ivana D’Alessandro)

14. Les objectifs Aichi sur les zones protégées et la stratégie sur la biodiversité de l’UE 2020

- La contribution de la Convention de Berne (Présentation par le Secrétariat et discussion)

Pause café

11:00 – 12:30 Mise en œuvre du Réseau Ecologique Pan-européen

15. Autres initiatives d’intérêt pour le Réseau Ecologique Pan-européen

- L’initiative de l’Infrastructure verte et la stratégie 2020 sur la biodiversité de l’UE (M. Marco Fritz, Commission Européenne, excusé)
- Projet *Ardilla*: connectivité écologique des forêts en Espagne (M. Ricardo Fraile, excusé)
- Réseau de Zones Protégées de la Région Barents, BPAN (Anna Kuhmonen, Institut de l’Environnement finnois)
- Nouveau processus biogéographique Natura 2000 (Mme Dominique Richard, EEA-ETC/BD)

Discussion

Pause déjeuner

14:00 – 16:45 Etat d’avancement du PEEN et futur développement stratégique

16. Priorités futures du PEEN: Défis et opportunités

- Conclusions générales de l’Etude «PEEN: état d’avancement » 2007 (M. Hervé Léthier)
- Futur développement stratégique du PEEN: options (Dr Lawrence Jones-Walters, ECNC)
- Conclusions de la Conférence scientifique “Bases géographiques de la mise en œuvre du réseau écologique en Russie et en Europe de l’Est”, la Fédération de Russie (M. Nikolai Sobolev)

Discussion

Pause café pendant la session

16:45 – 17:30 Prochaines étapes et travaux futurs

- 17. Travaux futurs du Groupe d'experts**
- 18. Election du Président et du Vice-président du Groupe d'experts**
- 19. Divers**
- 20. Clôture**